



Assemblée générale

Cinquante-deuxième session

27 mai 1997

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999*

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 16 Développement économique et social en Afrique

(Programme 14 du plan à moyen terme
pour la période 1998-2001)

Table des matières

	<i>Page</i>
16A. Commission régionale	1
Vue d'ensemble	1
A. Organes directeurs	5
B. Direction exécutive et administration	7
C. Programme de travail	10
1. Facilitation de l'analyse des politiques économiques et sociales	13
2. Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable	14
3. Renforcement de la gestion du développement	18
4. Utilisation de l'information aux fins du développement	23
5. Promotion de la coopération et de l'intégration régionales	28
D. Appui aux programmes	36
16B. Bureau des commissions régionales à New York	42

* Le présent document contient le chapitre 16 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session (A/52/6/Rev.1)*.

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 16

Développement économique et social en Afrique

(Programme 14 du plan à moyen terme pour la période 1998-2001)

Chapitre 16A

Commission régionale

Vue d'ensemble

- 16A.1 Après une période de recul sans précédent, les perspectives de développement de l'Afrique semblent désormais beaucoup plus favorables. En 1995, le PIB de plus de la moitié des pays africains a connu une croissance réelle du PIB supérieure à leur accroissement démographique. Le tiers au moins de ces pays a enregistré des taux de croissance de 6 % au moins en 1995 et seuls trois pays ont accusé une croissance négative contre 14 l'année précédente.
- 16A.2 De ce fait, on est de plus en plus convaincu que l'Afrique a désormais une chance réelle de pouvoir satisfaire les besoins essentiels de ses populations et de réduire fortement la pauvreté dans un contexte de croissance économique. Cependant, l'entreprise n'est pas sans comporter des défis. L'Afrique doit être en mesure de garantir une gestion économique équilibrée, d'appliquer des politiques générales équitables, de réduire les pressions sur l'environnement, de faire face à l'insécurité alimentaire et aux pénuries d'eau et d'apaiser les tensions entre les différents groupes ethniques. Le développement socio-économique du continent peut tout aussi facilement être stimulé par les forces acquises au progrès que freiné par les facteurs de la division.
- 16A.3 La CEA peut faire pencher la balance du côté du progrès en contribuant grandement au développement du continent. Une réforme systématique et radicale permettra à la Commission de prévoir les véritables possibilités qui s'offriront aux fins du développement et de répondre pleinement aux besoins de l'Afrique. À cet égard, la CEA voit dans le projet de budget-programme un outil stratégique permettant de mettre à profit la répartition des ressources pour opérer des réformes plus poussées et des réductions de dépenses plus sensibles et aider le secrétariat à réaliser les objectifs de la Commission en mettant en oeuvre son programme de travail stratégique.
- 16A.4 Dans l'ensemble, le présent chapitre du projet de budget-programme opère une nette rupture par rapport aux projets de budget antérieurs et une réorientation radicale en matière d'exécution des programmes. Cette mutation fondamentale doit accompagner la transition vers une organisation plus économe, plus productive et plus tournée vers la clientèle, qui soit capable de se montrer plus utile et efficace.
- 16A.5 À la suite de la rationalisation du programme de travail et de la restructuration du secrétariat, on a ramené à cinq le nombre des divisions organiques et proposé de supprimer 55 postes (15 postes d'administrateur et 40 postes d'agent local), essentiellement à la faveur des départs à la retraite et de l'élimination naturelle. Il est proposé d'utiliser une partie des économies ainsi réalisées pour accroître les dépenses dans quatre domaines prioritaires : consultants, réunions de groupes spéciaux d'experts, matériel de traitement électronique de l'information et frais généraux de fonctionnement. Cette modification importante de la structure des dépenses permettra à la CEA d'améliorer son efficacité et sa productivité ainsi qu'il est indiqué ci-après :

- a) En faisant appel à des consultants et à des experts, la CEA se ménagerait une plus grande latitude dans la mise en oeuvre du programme de travail, et un choix plus large de compétences mobilisables à court terme dans des domaines prioritaires, offrant ainsi à ses fonctionnaires la possibilité de perfectionner leurs connaissances techniques au contact des experts;
- b) Les réunions des groupes spéciaux d'experts faciliteraient le dialogue et les échanges de vues sur les pratiques les plus bénéfiques pour l'Afrique dans le cadre du développement. La CEA pourra également renforcer son rôle de centre d'échange régional afin de diffuser les enseignements tirés des expériences les plus réussies menées dans la région, sur la base des résultats des études qu'elle aura entreprises;
- c) Une meilleure exploitation de la technologie permettrait de renforcer constamment la productivité du personnel et d'améliorer la communication. Un réseau local sera installé à l'échelle de la CEA. En outre, des progrès appréciables ont été accomplis, la CEA étant reliée à Internet et dotée d'un site sur le Web. Puissant mécanisme de diffusion d'informations sur la CEA, ce site sera accessible dans le monde entier en 1997;
- d) L'augmentation des frais généraux de fonctionnement servira essentiellement à renforcer les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOCs), rebaptisés centres de développement sous-régionaux. À cet égard, des efforts considérables sont déployés pour réaffecter des ressources et des fonctionnaires à ces centres et renforcer leurs capacités;
- e) Des crédits supplémentaires sont nécessaires pour pourvoir à l'entretien et à la maintenance des nouveaux locaux et de l'équipement du centre de conférences et pour faire face aux dépenses d'exploitation liées à cet investissement très important.
- 16A.6 Le programme de travail pour l'exercice biennal 1998-1999 témoigne d'un effort de rationalisation, les neuf sous-programmes existants ayant été regroupés en cinq domaines d'activité prioritaires, cependant que les questions concernant les femmes et le renforcement des capacités ont désormais valeur de constantes de l'ensemble du programme de travail.
- 16A.7 Les ressources proposées au titre du présent chapitre, pour l'exercice biennal 1998-1999, font apparaître une augmentation de 1 568 300 dollars, soit 1,9 %, qui s'explique à la fois par l'effet-report des postes créés en 1996-1997 (2 postes P-3 et 3 postes d'agent local), l'application de nouveaux taux de vacance standard, la réaffectation de deux postes d'administrateur et d'un poste d'agent local de la CNUCED, les augmentations et diminutions au titre de divers objets de dépenses autres que le coût des postes et la suppression envisagée de 15 postes d'administrateur et de 40 postes d'agent local. Les ressources totales prévues pour le programme au titre du chapitre 16A en 1998-1999 se répartiraient comme suit :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
A. Organes directeurs	0,8	—
B. Direction exécutive et administration	2,8	2,9
C. Programme de travail	55,8	80,8
D. Appui aux programmes	40,6	16,3
Total	100,0	100,0

Tableau 16A.1

Prévisions de dépenses, par grande rubrique

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Rubrique	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
A. Organes directeurs	607,5	731,0	(14,5)	(1,9)	716,5	43,0	759,5
B. Direction exécutive et administration	2 975,8	2 831,2	(526,6)	(18,5)	2 304,6	186,3	2 490,9
C. Programme de travail	38 718,7	44 858,2	1 275,9	2,8	46 134,1	3 806,1	49 940,2
D. Appui aux programmes	25 157,2	32 787,4	833,5	2,5	33 620,9	2 740,8	36 361,7
Total	67 459,2	81 207,8	1 568,3	1,9	82 776,1	6 776,2	89 552,3

 2) *Fonds extrabudgétaires*

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	2 286,1	2 610,8	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	3 106,8
	—	—	b) Activités de fond	—
	817,7	2 088,9	c) Projets opérationnels :	1 758,9
	819,1	1 504,1	PNUD	—
	236,3	—	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	200,0
	3 484,2	4 727,7	Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	—
	1 826,1	5 445,2	FNUAP	5 200,4
	—	—	Sources bilatérales	5 574,5
Total	9 469,5	16 376,7		15 840,6
Total 1) et 2)	76 928,7	97 584,5		105 392,9

Tableau 16A.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	53 149,7	63 910,2	(856,9)	(1,3)	63 053,3	5 663,9	68 717,2
Autres dépenses de personnel	2 220,7	2 841,8	(397,6)	(13,9)	2 444,2	146,3	2 590,5
Consultants et experts	1 082,5	1 000,6	477,9	47,7	1 478,5	88,8	1 567,3
Voyages	1 908,2	2 396,6	(251,7)	(10,5)	2 144,9	128,3	2 273,2
Services contractuels	914,3	784,5	169,9	21,6	954,4	57,1	1 011,5
Frais généraux de fonctionnement	3 707,8	5 436,5	1 390,9	25,5	6 827,4	408,6	7 236,0
Dépenses de représentation	—	23,2	—	—	23,2	1,4	24,6
Fournitures et accessoires	2 085,7	2 201,8	(251,0)	(11,3)	1 950,8	116,8	2 067,6
Mobilier et matériel	1 187,6	1 465,4	1 211,0	82,6	2 676,4	160,5	2 836,9
Subventions et contributions	1 202,7	1 147,2	75,8	6,6	1 223,0	4,5	1 227,5
Total	67 459,2	81 207,8	1 568,3	1,9	82 776,1	6 776,2	89 552,3

 2) *Fonds extrabudgétaires*

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Objet de dépense	1998-1999 Montant estimatif
	3 507,5	6 927,3	Postes	7 565,0
	67,7	39,0	Autres dépenses de personnel	35,2
	3 194,9	3 275,9	Consultants et experts	2 554,5
	721,7	1 690,2	Voyages	1 296,8
	14,5	98,6	Services contractuels	197,2
	183,2	154,5	Frais généraux de fonctionnement	183,5
	309,1	368,3	Fournitures	382,0
	235,6	942,5	Mobilier et matériel	1 051,0
	1 068,1	—	Subventions et contributions	—
	167,2	2 880,4	Dépenses diverses	2 575,4
Total	9 469,5	16 376,7		15 840,6
Total 1) et 2)	76 928,7	97 584,5		105 392,9

Tableau 16A.3

Postes nécessaires
Unité administrative : Commission économique pour l'Afrique

	<i>Postes permanents</i>		<i>Postes temporaires</i>				<i>Total</i>	
	<i>Budget ordinaire</i>		<i>Budget ordinaire</i>		<i>Fonds extrabudgétaires</i>			
	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	17	15	—	—	1	1	18	16
P-5	41	40	—	—	15	14	56	54
P-4/3	136	127	—	—	4	4	140	131
P-2/1	30	29	—	—	2	2	32	31
Total	226	213	—	—	22	21	248	234
Autres catégories								
Agents locaux	379	340	—	—	38	41	417	381
Service mobile	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	382	343	—	—	38	41	420	384
Total général	608	556	—	—	60	62	668	618

A. Organes directeurs

Tableau 16A.4

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Programme</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Réévaluation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
Organes directeurs	607,5	731,0	(14,5)	(1,9)	716,5	43,0	759,5
Total	607,5	731,0	(14,5)	(1,9)	716,5	43,0	759,5

Tableau 16A.5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Autres dépenses de personnel	458,9	557,5	(14,5)	(2,6)	543,0	32,6	575,6
Services contractuels	41,5	48,4	—	—	48,4	2,9	51,3
Frais généraux de fonctionnement	85,8	93,5	—	—	93,5	5,6	99,1
Fournitures et accessoires	21,3	31,6	—	—	31,6	1,9	33,5
Total	607,5	731,0	(14,5)	(1,9)	716,5	43,0	759,5

- 16A.8 La Conférence des ministres responsables de la planification et du développement économique et social est le principal organe de décision de la CEA. Elle fait rapport au Conseil économique et social. Les trente-troisième et trente-quatrième sessions de la Commission, y compris les dix-neuvième et vingtième sessions du Comité technique préparatoire plénier se tiendront au siège de la Commission à Addis-Abeba.
- 16A.9 En outre, les organes subsidiaires énumérés ci-après, chargés des questions de développement sectorielles, se réuniront au cours de l'exercice biennal 1998-1999 : a) comités intergouvernementaux d'experts des centres de développement sous-régionaux; b) Conférence des ministres africains responsables du développement humain (session biennale); c) Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement, précédée de son comité d'experts (session biennale); d) Conférence des ministres africains des finances, précédée de son comité d'experts (session biennale); e) Conférence des ministres africains responsables du commerce, de la coopération et de l'intégration économique régionales, précédée de son comité d'experts (session biennale); f) Conférence des ministres africains des transports et des communications, précédée de son comité d'experts (session biennale); g) Conférence des ministres africains de l'industrie, précédée de son comité d'experts (session biennale); h) Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur des ressources minérales et du développement énergétique, précédée de son comité d'experts (session biennale); i) Conférence régionale africaine sur la science et la technique (session biennale); j) Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et spécialistes de l'information africains (session biennale); k) Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (session annuelle); et l) sixième Conférence régionale pour l'intégration de la femme au développement (session biennale); m) dixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (session biennale).
- 16A.10 Tous les organes intergouvernementaux se réuniront pendant une période de quatre à six jours, à l'exception de la Commission dont la session annuelle durera huit jours. Les autres réunions bénéficiant de services fonctionnels et qui nécessitent des services d'interprétation sont, notamment, la réunion régionale des ministres africains responsables de l'aviation civile consacrée à l'évaluation de l'application de la Déclaration de Yamoussoukro, la Conférence régionale sur les politiques et programmes de lutte contre la pauvreté en Afrique, le Forum régional sur la protection juridique et les droits fondamentaux des femmes en Afrique, et la réunion du Comité d'experts sur l'Initiative société africaine à l'ère de l'information.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Autres dépenses de personnel

- 16A.11 Les ressources prévues (543 000 dollars) correspondent aux dépenses de personnel temporaire nécessaire pour assurer le service des sessions annuelles de la Commission (485 500 dollars) et aux heures supplémentaires (57 500 dollars). La réduction de 14 500 dollars résulte d'une diminution de 38 700 dollars

au titre de l'assistance temporaire pour les réunions et à une augmentation de 24 200 dollars au titre des heures supplémentaires, toutes deux calculées sur la base des précédentes structures de dépenses.

Services contractuels

- 16A.12 Les ressources prévues (48 400 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de publication des rapports de la Commission.

Frais généraux de fonctionnement, fournitures et accessoires

- 16A.13 Le montant prévu (125 100 dollars) doit permettre de couvrir le coût des communications (93 500 dollars) et les achats de fournitures et d'accessoires (31 600 dollars).

B. Direction exécutive et administration

Tableau 16A.6

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 390,9	2 667,2	(664,9)	(24,9)	2 002,3	168,1	2 170,4
Consultants et experts	388,1	—	96,8	—	96,8	5,8	102,6
Voyages	196,8	164,0	41,5	25,3	205,5	12,4	217,9
Total	2 975,8	2 831,2	(526,6)	(18,5)	2 304,6	186,3	2 490,9

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif			1998-1999 Montant estimatif
i) Des organismes des Nations Unies	—	—			—
ii) Des activités extrabudgétaires	261,4	409,7			453,2
b) Activités de fond	—	—			—
c) Projets opérationnels :					
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	—	—			—
Total	261,4	409,7			453,2
Total 1) et 2)	3 237,2	3 240,9			2 944,1

Tableau 16A.7

Postes nécessaires
Programme : Direction exécutive et administration

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	1	—	—	—	—	-	1	—
P-5	2	2	—	—	—	—	2	2
P-4/3	5	2	—	—	—	—	5	2
Total	10	6	—	—	—	—	10	6
Autres catégories								
Agents locaux	9	7	—	—	2	2	11	9
Total	9	7	—	—	2	2	11	9
Total général	19	13	—	—	2	2	21	15

- 16A.14 Les activités au titre de ce programme englobent les fonctions du Secrétaire exécutif, du Secrétaire exécutif adjoint, de leurs proches collaborateurs, du Secrétaire de la Commission et du Groupe des services d'information.
- 16A.15 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure la direction stratégique et la supervision d'ensemble nécessaires à la gestion intégrée du programme de travail et des ressources de la CEA dans le sens de l'efficacité et de l'efficacité de l'ensemble du secrétariat.
- 16A.16 Il procède à l'analyse continue des politiques et arrête les grandes stratégies régionales ainsi que des plans d'action pour le développement socio-économique de l'Afrique. Il assure également la liaison avec les organisations intergouvernementales sous-régionales et régionales, notamment la coopération avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Banque africaine de développement (BAfD) dans le cadre du secrétariat conjoint OUA/CEA/BAfD, touchant les principaux problèmes et questions ayant trait au développement régional qui appellent des décisions et un suivi de la part des responsables.
- 16A.17 En outre, le Bureau facilite et coordonne les activités tendant à la mobilisation d'un soutien politique constant en faveur des importantes initiatives internationales spéciales visant à favoriser la relance économique globale de l'Afrique, telles que l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique et le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.
- 16A.18 le Bureau participe également à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et au sein de leurs organes subsidiaires, aux débats consacrés à l'élaboration des politiques générales, et coordonne et harmonise l'examen des questions d'intérêt mutuel et établit des contacts avec les institutions et organismes du système des Nations Unies et les autres commissions régionales en la matière. Le Groupe des services d'information fournit des informations sur les travaux de la Commission.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16A.19 Les ressources prévues (2 002 300 dollars) doivent permettre de couvrir les besoins en personnel compte tenu de la restructuration du secrétariat, à savoir 6 postes d'administrateur et 7 postes d'agent local, ainsi qu'il est indiqué au tableau 16A.7. Le tableau d'effectifs a dû être modifié du fait du redéploiement de 3 postes d'administrateur et de 2 postes d'agent local afin de renforcer les activités entreprises au titre du sous-programme 5, «Promotion de la coopération et de l'intégration régionales» (1 D-1, 1 P-4 et 1 P-3), et du sous-programme 3, «Renforcement de la gestion du développement» (2 postes d'agent local), et 1 poste d'administrateur (P-4), à titre d'appui au programme, pour intensifier la coordination des programmes et les activités de suivi de la Division de la planification du programme, des finances et de l'évaluation. La réduction de 664 900 dollars s'explique à la fois par l'application des nouveaux taux de vacance standard et la réaffectation de 6 postes à d'autres unités administratives.

Consultants et experts

- 16A.20 Le montant prévu (96 800 dollars) doit permettre de couvrir les honoraires de consultants chargés d'élaborer des études et d'établir des rapports sur la rationalisation plus poussée des processus opérationnels et de gestion du secrétariat de la CEA.

Voyages

- 16A.21 Le montant prévu (205 500 dollars) doit permettre de couvrir les frais de voyage du Secrétaire exécutif et de ses collaborateurs affectés à des réunions dans la région et ailleurs, notamment aux travaux de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du secrétariat commun OUA/CEA/BAfD; aux réunions du Comité directeur du CAC sur l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique et des secrétaires exécutifs des commissions régionales; les frais de voyages à l'occasion d'activités de coordination et d'harmonisation avec d'autres organisations du système des Nations Unies et de consultations avec les États membres. L'augmentation de 41 500 dollars devrait permettre au Secrétaire exécutif de donner plus de visibilité, au plan politique, aux activités de la CEA, notamment aux objectifs de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, dont il est le Coprésident.

C. Programme de travail

Tableau 16A.8

Prévisions de dépenses, par sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Programme	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
1. Facilitation de l'analyse des politiques économiques et sociales	9 478,5	7 768,5	848,8	10,9	8 617,3	628,5	9 245,8
2. Action en faveur de la sécurité alimentaire et du développement durable	5 563,3	6 338,5	(554,8)	(8,7)	5 783,7	486,2	6 269,9
3. Renforcement de la gestion du développement	5 709,1	5 036,4	(68,7)	(1,3)	4 967,7	424,8	5 392,5
4. Utilisation de l'information aux fins du développement	3 043,2	6 179,4	52,1	0,8	6 231,5	542,8	6 774,3
5. Promotion de la coopération et de l'intégration régionales	14 924,6	19 535,4	998,5	5,1	20 533,9	1 723,8	22 257,7
Total	38 718,7	44 858,2	1 275,9	2,8	46 134,1	3 806,1	49 940,2

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	8,3	66,3	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	69,4
	—	—	b) Activités de fond	—
	817,7	2 088,9	c) Projets opérationnels :	1 758,9
	819,1	1 504,1	PNUD	—
	236,3	—	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	200,0
	3 484,2	4 727,7	Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	—
	1 826,1	5 445,2	FNUAP	5 200,4
	—	—	Sources bilatérales	5 574,5
Total	7 191,7	13 832,2		12 803,2
Total 1) et 2)	45 910,4	58 690,4		62 743,4

Tableau 16A.9

Postes nécessaires
Programme : programme de travail

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	13	12	—	—	1	1	14	13
P-5	30	29	—	—	15	14	45	43
P-4/3	85	84	—	—	3	3	88	87
P-2/1	20	20	—	—	1	1	21	21
Total	148	145	—	—	20	19	168	164
Autres catégories								
Agents locaux	129	118	—	—	12	12	141	130
Total	129	118	—	—	12	12	141	130
Total général	277	263	—	—	32	31	309	294

- 16A.22 Le programme de travail de la Commission pour l'exercice biennal 1998-1999, issu du plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/51/6/Rev.1 et Rev.1/Corr.1) s'inspire de la nouvelle structure de programmation approuvée dans le cadre des réformes lancées depuis le milieu de l'année 1995. Il regroupe les structures d'organisation et de programmation, réduit le nombre des sous-programmes et groupe sous un seul sous-programme les activités étroitement liées afin de favoriser la synergie et d'améliorer l'efficacité et l'incidence des services fournis.
- 16A.23 Dans nombre de pays d'Afrique, le PIB croît maintenant plus rapidement que la population. La relance économique soutenue amorcée il y a quelques années doit être entretenue et doit s'élargir pour contribuer à l'atténuation de la pauvreté. Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, la Commission s'attachera principalement à épauler les efforts déployés pour soutenir la croissance économique et la réforme, en tant que facteurs essentiels de la lutte contre la pauvreté. L'atténuation de la pauvreté appelle une action sur plusieurs fronts. Chaque sous-programme devra contribuer à cet effort, bien que la nature et l'ampleur de cette contribution puissent varier d'un sous-programme à l'autre. Deux questions intersectorielles, la promotion de la participation des femmes au développement et au renforcement des capacités, seront à la base des sous-programmes. Aux fins de la programmation, les activités du Centre africain pour la femme, unité chargée de la promotion de la femme à la CEA, sont inscrites au titre du sous-programme 1, «Facilitation de l'analyse des politiques économiques et sociales».
- 16A.24 Les réformes et le renouveau ont non seulement permis à la CEA d'affiner l'objectif de ses travaux mais également de mettre en place de nouvelles modalités d'exécution des programmes afin d'accroître l'incidence ainsi que de nombreuses mesures visant à en améliorer l'efficacité.
- 16A.25 Les modifications et améliorations notables apportées aux méthodes de travail de la Commission consistent notamment dans l'amélioration de la qualité des rapports et la diminution de leur volume; la réduction du nombre, de la durée et de la fréquence des réunions; la création de nouveaux réseaux de nature à permettre à la CEA de combiner ses compétences et celles d'experts africains pour apporter des solutions ingénieuses aux problèmes de politique générale du continent. La CEA renforcera son rôle d'intégrateur des politiques, en regroupant les résultats des analyses effectuées dans un certain nombre de domaines et en utilisant ses cadres de définition de politiques générales — mécanisme intergouvernemental, tables rondes et réunions de groupes d'experts — pour mettre en commun les enseignements tirés des diverses expériences et les

meilleures pratiques. La CEA améliorera la qualité de ses documents, tant du point de vue du fond que de la forme, en exigeant une édition technique plus rigoureuse et un examen critique collégial. Ces activités seront complétées par des enquêtes périodiques pour mesurer la satisfaction de la clientèle. La décentralisation du personnel et des activités au niveau sous-régional est une mesure particulièrement importante visant à accroître l'impact des travaux de la Commission. Environ 25 % de l'ensemble du personnel de la CEA sera réaffecté dans les cinq centres de développement sous-régionaux.

- 16A.26 Outre les mesures déjà prises, l'intensification des efforts de mobilisation de fonds extrabudgétaires permettra une plus grande souplesse dans l'exécution des programmes. Un ensemble de propositions relatives au programme en cours d'élaboration précise les activités spécifiques pour lesquelles la CEA recherche diverses formes de collaboration avec divers partenaires, notamment les donateurs bilatéraux et les institutions multilatérales. La nature du partenariat recherché varie d'une proposition à l'autre : dans certains cas, la coopération prendra la forme d'un soutien financier; dans d'autres, elle consistera dans un échange de personnel et, dans d'autres cas encore, dans la réalisation de travaux de recherche en commun ou la fourniture de services consultatifs aux États membres touchant diverses questions de politique générale.
- 16A.27 Ainsi, la mise en oeuvre du programme de travail pour l'exercice biennal 1998-1999 obéira aux mêmes principes que la réforme et le renouveau de la CEA : excellence professionnelle, rentabilité de la gestion des produits et de l'exécution des programmes et partenariats avec des organisations régionales africaines, des organismes des Nations Unies et d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux en vue de soutenir le développement de l'Afrique.
- 16A.28 Dans le cadre du programme, les prévisions de répartition des ressources en pourcentage entre les sous-programmes seraient les suivantes :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
1. Facilitation de l'analyse des politiques économiques et sociales	18,5	13,6
2. Action en faveur de la sécurité alimentaire et du développement durable	12,5	33,1
3. Renforcement de la gestion du développement	10,8	5,5
4. Utilisation de l'information aux fins du développement	13,6	39,8
5. Promotion de la coopération et de l'intégration régionales	44,6	8,0
Total	100,0	100,0

Sous-programme 1

Facilitation de l'analyse des politiques économiques et sociales

Tableau 16A.10

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	7 810,6	5 844,3	785,5	13,4	6 629,8	577,8	7 207,6
Autres dépenses de personnel	31,6	43,8	—	—	43,8	2,7	46,5
Consultants et experts	100,6	248,4	111,8	45,0	360,2	21,8	382,0
Voyages	267,2	441,2	(108,6)	(24,6)	332,6	19,9	352,5
Services contractuels	50,2	43,6	60,1	137,8	103,7	6,3	110,0
Frais généraux de fonctionnement	15,6	—	—	—	—	—	—
Subventions et contributions	1 202,7	1 147,2	—	—	1 147,2	—	1 147,2
Total	9 478,5	7 768,5	848,8	10,9	8 617,3	628,5	9 245,8

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	21,4	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	42,8
	—	—	b) Activités de fond	—
	214,4	330,0	c) Projets opérationnels :	—
	65,1	—	PNUD	—
	—	—	FNUAP	—
	53,3	208,0	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	—
	420,6	1 700,0	Sources bilatérales	1 700,0
Total	753,4	2 259,4		1 742,8
Total 1) et 2)	10 231,9	10 027,9		10 988,6

Sous-programme 2

Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable

Tableau 16A.12

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	5 180,4	5 809,4	(488,9)	(8,4)	5 320,5	459,0	5 779,5
Consultants et experts	181,7	219,1	21,2	9,6	240,3	14,2	254,5
Voyages	201,2	310,0	(125,8)	(40,5)	184,2	10,7	194,9
Services contractuels	—	—	38,7	—	38,7	2,3	41,0
Total	5 563,3	6 338,5	(554,8)	(8,7)	5 783,7	486,2	6 269,9

2) Fonds extrabudgétaires

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999
				Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	5,0	16,3	i) Des organismes des Nations Unies	26,6
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	
	—	1 208,9	c) Projets opérationnels :	
	1 258,9	1 824,3	PNUD	1 208,9
			FNUAP	2 006,7
			Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	200,0
	240,6	100,0	Sources bilatérales	800,0
	97,7	886,3		
Total	1 602,2	4 035,8		4 242,2
Total 1) et 2)	7 165,5	10 374,3		10 512,1

Tableau 16A.13

Postes nécessaires

Programme : Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	1	1	2	2
P-5	3	3	—	—	7	7	10	10
P-4/3	15	13	—	—	—	—	15	13
P-2/1	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	22	20	—	—	8	8	30	28
Autres catégories								
Agents locaux	13	11	—	—	2	2	15	13
Total	13	11	—	—	2	2	15	13
Total général	35	31	—	—	10	10	45	41

- 16A.40 Le sous-programme sera exécuté par la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable. Les activités y relatives consisteront à sensibiliser les responsables de l'action gouvernementale à la nécessité urgente de tenir compte des questions relatives à l'alimentation, à la population et à l'environnement dans la planification du développement; à renforcer les capacités nationales de prise en compte de ces questions dans les politiques nationales de développement; à renforcer les capacités de développement durable; à resserrer la coopération entre États membres aux fins d'une utilisation durable et équitable des ressources en eau et à encourager les États membres à appliquer les sciences et techniques à la sécurité alimentaire et à la croissance durable.
- 16A.41 La Division analysera des politiques et réalisera des études relatives à la sécurité alimentaire, à l'environnement et à la dynamique démographique, établira des documents de synthèse sur les meilleurs moyens d'accélérer la prise en compte au niveau local des questions relatives à ces trois domaines et promouvra des activités de plaidoyer et de sensibilisation et la constitution de réseaux à cette fin. Elle continuera à renforcer les capacités de développement durable grâce à la création d'un groupe consultatif de responsables de rang élevé et d'experts compétents dans les trois domaines susmentionnés qui fourniront des services consultatifs et un appui technique aux États membres concernant les stratégies et méthodes de prise en compte des questions y relatives — l'accent devant être mis sur la sécurité alimentaire — et grâce à une formation devant permettre aux États membres de tenir compte de ces questions. La Division s'occupera des questions liées à la gestion intégrée des ressources en eau et entreprendra des études appropriées sur certaines des questions relatives à l'application des sciences et techniques à la sécurité alimentaire et au développement durable.
- 16A.42 Ces activités devraient permettre de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer les perspectives de développement durable à long terme de la région.

Activités

16A.43 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, la Division entreprendra les activités ci-après :

- a) *Services fournis aux organes intergouvernementaux et aux groupes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels.* Comité ministériel de suivi des Quinze de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement (une séance plénière et quatre réunions de groupes de travail) et Conférence régionale africaine sur la science et la technique (une séance plénière et une réunion de groupes de travail);
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Rapport au Comité ministériel de suivi des Quinze de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement et rapport à la Conférence régionale africaine pour la science et la technique;
 - iii) *Réunion de groupes spéciaux d'experts.* a) Élaboration d'un cadre de coopération entre États du bassin du Nil; b) investissement dans les sciences et les techniques liées au secteur agro-industriel en Afrique; c) élaboration de méthodes de prise en compte des questions relatives à l'alimentation, à la population et à l'environnement dans la planification du développement; d) productivité agricole et sécurité alimentaire durables : approches et stratégies;
- b) *Autres activités de fond*
 - i) *Publications périodiques.* Bulletin d'information sur les activités relatives aux ressources en eau menées en Afrique;
 - ii) *Publications non périodiques.* Huit publications : a) liens entre pauvreté, sécurité alimentaire et environnement : les problèmes qui se posent aux gouvernements dans certaines zones écologiquement fragiles de l'Afrique; b) érosion des sols et destruction des ressources en terres : questions et tendances dans certains pays africains; c) sexospécificités, sécurité alimentaire et environnement : étude des facteurs socio-économiques, culturels et démographiques influant sur la contribution des femmes à la sécurité alimentaire; d) le commerce agricole intrarégional : possibilités d'établir des plans communs en matière de sécurité alimentaire en Afrique; e) gestion intégrée des ressources en eau : problèmes qui se posent dans certains pays d'Afrique et possibilités de les résoudre; f) rôle et possibilités des techniques autochtones pour ce qui est de la conservation de la diversité biologique et de la promotion de la sécurité alimentaire et du développement durables; g) prise en compte des questions concernant l'alimentation, la population et l'environnement dans la planification du développement : les meilleures pratiques; et h) quatre notes d'orientation sur la sécurité alimentaire, la population et le développement durable en Afrique;
- c) *Coopération internationale et coopération et liaisons interinstitutions*

Coopération et liaison avec, en particulier, le Regional Institute for Population Studies, l'Institut de formation et de recherche démographiques, l'Organisation de l'unité africaine, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, le Centre régional africain de technologie, l'Organisation régionale africaine de normalisation et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales nationales, sous-régionales et internationales, en vue de promouvoir les programmes de sécurité alimentaire et de développement durable; collaboration avec d'autres organismes et institutions des Nations Unies s'occupant de questions liées à la sécurité alimentaire et au développement durable comme la Banque mondiale, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), la FAO, le FNUAP, l'OIT, l'OMM, l'OMS, l'ONUDI, le PAM, le PNUE, le PNUD et l'UNESCO; et coordination et harmonisation avec le Groupe de travail interinstitutions du Comité consultatif de coordination chargé des questions démographiques, la Commission du développement durable et la Commission de la science et de la technique au service du développement, et participation à leurs activités;

- d) *Coopération technique (fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs.* Missions dans des États membres, en collaboration avec les équipes d'appui technique et d'appui aux pays du FNUAP, concernant la prise en compte des questions d'alimentation, de population et d'environnement dans la planification du développement; missions dans des États membres concernant la constitution de bases de données sur la sécurité alimentaire et le développement durable; appui aux institutions sous-régionales en matière d'élaboration et de mise en oeuvre de programmes de sécurité alimentaire et de développement durable; et formulation de politiques et élaboration de programmes propres à promouvoir les sciences et techniques en Afrique;
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques).* Séminaire sur la gestion intégrée des ressources en eau; séminaire sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire durables : approches et stratégies; quatre ateliers sous-régionaux sur l'élaboration d'un cadre stratégique d'application des sciences et techniques à la prise en compte des questions d'alimentation, de population et d'environnement dans la planification du développement;
 - iii) *Projets opérationnels.* Agriculture durable et remise en état de l'environnement; promotion du développement des sciences et techniques en Afrique; et développement agricole dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16A.44 Le montant demandé (5 320 500 dollars) doit permettre de financer les dépenses afférentes au personnel affecté au sous-programme qui, en raison de la réorganisation du programme de travail, serait constitué de 20 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et de 11 agents locaux, comme l'indique le tableau 16A.13. En raison de la réorganisation du programme de travail, il est proposé de supprimer 1 poste P-4 (administrateur de programme), 1 poste P-3 (spécialiste des établissements humains) et 2 postes de secrétaire recruté sur le plan local. La diminution du montant demandé (488 900 dollars) résulte de l'effet conjugué de l'application des nouveaux taux normalisés de vacance de postes et de la suppression de 2 postes d'administrateur et de 2 postes d'agent local.

Consultants et experts

- 16A.45 Les ressources prévues à ce titre (240 300 dollars) permettraient de financer : a) les services de consultants (140 300 dollars) nécessaires à l'établissement des études, documents de travail et publications ci-après sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, les ressources en eau et les technologies : i) méthodes de prise en compte des questions relatives à l'alimentation, à la population et à l'environnement dans la planification du développement; ii) directives visant à améliorer les techniques de traitement des produits agricoles et à tirer parti de l'expérience de certaines petites et moyennes entreprises africaines en la matière; iii) gestion intégrée des ressources en eau : problèmes qui se posent dans certains pays d'Afrique et possibilités de les résoudre; iv) commerce agricole intrarégional : possibilités d'établir des plans communs en matière de sécurité alimentaire en Afrique; v) rôle et possibilités des techniques autochtones pour ce qui est de la conservation de la diversité biologique et de la promotion du développement et de la sécurité alimentaire durables; vi) prise en compte des questions concernant l'alimentation, la population et l'environnement dans la planification du développement : les meilleures pratiques; et vii) cadre de coopération entre États du bassin du Nil; et b) l'organisation de quatre réunions de groupes spéciaux d'experts (100 000 dollars) [voir par. 16A.43 a) iii)].

Voyages

- 16A.46 Les ressources prévues à ce titre (184 200 dollars) doivent permettre de financer les voyages entrepris par certains fonctionnaires pour réunir des données, consulter des États membres et participer à des réunions de coordination et d'harmonisation des travaux entrepris au titre du sous-programme. La diminution de leur montant (125 800 dollars), qui tient compte des besoins habituels, s'explique par la rationalisation des fonctions et le renforcement de la coordination à l'intérieur du secrétariat.

Services contractuels

- 16A.47 Un nouveau montant de 38 700 dollars serait nécessaire pour financer les frais d'édition des quatre publications et rapports ci-après : a) liens entre pauvreté, sécurité alimentaire et environnement : les problèmes qui se posent aux gouvernements dans certaines zones écologiquement fragiles de l'Afrique; b) sexospécificités, sécurité alimentaire et environnement : étude des facteurs socio-économiques, culturels et démographiques influant sur la contribution des femmes à la sécurité alimentaire; c) gestion intégrée des ressources en eau : questions qui se posent dans certains pays d'Afrique et possibilités de les résoudre; et d) rôle et possibilités des techniques autochtones pour ce qui est de la conservation de la diversité biologique et de la promotion de la sécurité alimentaire et du développement durables.

Sous-programme 3 Renforcement de la gestion du développement

Tableau 16A.14

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	5 163,8	4 548,6	4,7	0,1	4 553,3	399,9	4 953,2
Autres dépenses de personnel	46,9	48,1	(48,1)	(100,0)	—	—	—
Consultants et experts	195,4	172,9	57,5	33,2	230,4	13,7	244,1
Voyages	303,0	266,8	(141,9)	(53,1)	124,9	7,6	132,5
Services contractuels	—	—	59,1	—	59,1	3,6	62,7
Total	5 709,1	5 036,4	(68,7)	(1,3)	4 967,7	424,8	5 392,5

 2) *Fonds extrabudgétaires*

Provenance des fonds	1994-1995	1996-1997	1998-1999
	Dépenses	Montant estimatif	Montant estimatif
a) Services d'appui à :			
i) Des organismes des Nations Unies	—	—	—
ii) Des activités extrabudgétaires	3,3	5,0	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels :			
PNUD	572,1	—	—
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	157,3	757,8	—
Sources bilatérales	412,7	700,0	700,0
Total	1 145,4	1 462,8	700,0
Total 1) et 2)	6 854,5	6 499,2	6 092,5

Tableau 16A.15

Postes nécessaires
Programme : Renforcement de la gestion du développement

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	4	4	—	—	—	—	4	4
P-4/3	11	11	—	—	—	—	11	11
P-2/1	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	17	17	—	—	—	—	17	17
Autres catégories								
Agents locaux	9	10	—	—	3	3	12	13
Total	9	10	—	—	3	3	12	13
Total général	26	27	—	—	3	3	29	30

- 16A.48 La Division de la gestion du développement sera chargée de la mise en oeuvre des activités prévues au titre du sous-programme, qui visent à promouvoir les réformes, politiques et stratégies propres à renforcer la gestion du secteur public, à stimuler le développement du secteur privé et à renforcer la participation de la société civile au développement et à l'administration des affaires publiques.
- 16A.49 La Division établira une synthèse des meilleures pratiques et des tendances et approches nouvelles en matière de gestion du secteur public, de développement du secteur privé et de participation de la société civile au développement. Elle continuera à promouvoir la constitution de secteurs publics et privés efficaces (société civile comprise) par divers moyens: partenariats avec les organisations compétentes, constitution de réseaux de banques de données, voyages d'étude, réunions-débats permettant d'échanger des données d'expérience et des informations et d'appuyer le renforcement des capacités — au moyen de formations et d'ateliers, notamment — et services consultatifs et techniques.
- 16A.50 Ces activités devraient permettre d'améliorer les performances des secteurs publics et privés et d'accroître la participation de la société civile au développement.

Activités

- 16A.51 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, la Division entreprendra les activités ci-après:
- a) *Services fournis aux organes intergouvernementaux et aux groupes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels.* Conférence des Ministres africains de l'industrie (une plénière et deux réunions de groupes de travail);
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Rapport à la Conférence des Ministres africains de l'industrie sur la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique; documents de travail : examen des tendances, approches et stratégies actuelles en matière de développement du secteur privé : études de cas sous-régionales; rapport de synthèse; étude comparative des programmes de développement du secteur privé mis en oeuvre dans certains pays d'Asie et d'Amérique latine; documents de séance sur la stratégie de relance du secteur privé en Afrique;

- iii) *Quatre réunions de groupes spéciaux d'experts concernant respectivement* la réforme de la fonction publique, y compris de sa déontologie et de son système de responsabilisation; l'examen de propositions tendant à relier certains protagonistes du secteur privé aux réseaux d'information existants; l'examen des stratégies et politiques propres à renforcer la privatisation de l'économie en Afrique; et l'examen des capacités, activités et services propres à renforcer les capacités des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile en Afrique;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Publications périodiques.* Trois bulletins d'information, le premier sur la gestion du secteur public en Afrique (annuel), le deuxième sur la paix et la sécurité dans la région de l'Afrique (annuel) et le troisième (*People First*) sur les activités et sujets de préoccupation des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile (biennal);
- ii) *Publications non périodiques.* Quinze publications : a) expériences de réforme de la fonction publique en Afrique : examen de la documentation y relative; b) étude comparative des politiques et stratégies en matière de réforme de la fonction publique et de leur efficacité dans d'autres pays et enseignements que l'Afrique peut en tirer; c) étude comparative des réformes de la fonction publique et enseignements que l'Afrique peut en tirer : document de synthèse définissant les questions à résoudre (orienter lesdites réformes vers la gestion du développement, par exemple); d) systèmes permettant de faire respecter la déontologie et les principes de responsabilisation des services publics africains; e) monographie sur la mobilisation de ressources aux fins du développement local; f) examen des tendances, approches et stratégies actuelles en matière de développement du secteur privé : études de cas sous-régionales; g) tendances, approches et stratégies actuelles en matière de développement du secteur privé en Afrique : rapport de synthèse; h) étude comparative des programmes de développement du secteur privé mis en oeuvre dans certains pays d'Asie et d'Amérique latine; i) examen des expériences en matière de privatisation : monographies sur des secteurs économiques déterminés (télécommunications, industrie, transports, tourisme); j) étude des meilleures pratiques susceptibles de populariser le microfinancement; k) rôle du microfinancement dans le développement durable des petites et moyennes entreprises en Afrique; l) étude de faisabilité sur la création de marchés de capitaux sous-régionaux : monographie sur l'Afrique australe; m) Modalités d'intervention et stratégies opérationnelles relatives au renforcement des capacités des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile en Afrique et à l'appui à apporter à cette fin; n) améliorer les politiques visant à assurer une participation effective de la société civile au développement en Afrique et le cadre législatif correspondant; o) étude des sources potentielles de conflit et des questions locales, bilatérales et régionales non résolues ainsi que du rôle de la société civile;
- iii) *Conférences faites par des orateurs invités.* Renforcer le dialogue entre le secteur public et le secteur privé en ce qui concerne les questions de gestion du développement;
- iv) Pochettes d'information contenant des documents sur la création d'entreprises et les possibilités d'accéder aux marchés de capitaux;
- v) *Manifestations spéciales.* Conférence sur le Plan d'action de Kampala concernant les femmes, la paix et le développement; réunion-débat destinée à mettre les petites et moyennes entreprises en rapport avec des entités susceptibles de les financer ou de leur offrir des débouchés commerciaux ou un appui technique;
- vi) *Documents techniques destinés à des utilisateurs extérieurs (bases de données, logiciels, etc.).* Mise au point de logiciels permettant de centraliser les données sur le développement du secteur privé; base de données sur les conflits régionaux;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions*
- Relations avec un réseau d'organisations intergouvernementales extérieures au système des Nations Unies au sujet des questions liées au développement des secteurs public et privé et coopération, en particulier, avec l'Association des administrateurs africains des impôts, l'Union internationale des

villes et pouvoirs locaux, l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, les instituts nationaux d'administration et de gestion publiques, la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, l'Association économique de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (deux documents de travail et participation à trois manifestations spéciales); relations avec un réseau d'organisations non gouvernementales et appui fonctionnel à des réunions et activités d'organisations non gouvernementales consacrés au développement des secteurs public et privé moyennant l'établissement de documents de travail et la participation à des manifestations spéciales de l'Association africaine d'administration publique et de gestion, de chambres de commerce, d'organisations commerciales d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, d'offices de promotion des exportations, de l'Association des entrepreneurs africains et d'autres organisations non gouvernementales, y compris des organisations de la société civile, visant à donner plus d'efficacité aux secteurs public et privé (trois documents de travail et participation à trois manifestations spéciales); coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier la CESAP et la CEPALC, aux fins de l'organisation d'un forum de coopération Sud-Sud destiné à mettre certains protagonistes du secteur privé des pays d'Afrique en rapport avec leurs homologues d'Asie et d'Amérique latine (deux documents de travail et participation à deux manifestations spéciales); participation active à des réunions de groupes de travail interinstitutions sur l'administration et les finances publiques, à la réunion biennale d'experts concernant les programmes des Nations Unies dans les domaines de l'administration et des finances publiques et au suivi du Sommet mondial pour le développement social, en particulier les questions concernant le développement des secteurs public et privé et le rôle des associations de particuliers dans le développement (deux documents de travail);

d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

- i) *Services consultatifs*. Incidences de l'évolution du rôle des gouvernements sur le développement; questions relatives à la privatisation; intermédiation financière et prestation de services d'intermédiation, y compris les services de vulgarisation fournis aux petites et moyennes entreprises pour les appuyer sur le plan technique et en matière de gestion; assistance technique au Forum sur le marché africain de capitaux et aux pays d'Afrique en ce qui concerne la création, le fonctionnement et la réglementation des marchés de capitaux; renforcement de la coopération entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile;
- ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques)*. Formation de formateurs à la gestion des ressources et à l'administration des programmes des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile; six ateliers nationaux consacrés au développement organisationnel des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile dans les domaines de la planification stratégique, des techniques de mobilisation de ressources, des relations avec les donateurs et de la gestion financière; quatre ateliers sous-régionaux consacrés à la gestion des ressources; un atelier régional portant sur le renforcement de l'influence des organisations non gouvernementales sur le développement;
- iii) *Projets opérationnels*. Deux projets visant à promouvoir la participation de la population au développement et la bonne gestion des affaires publiques.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16A.52 Les ressources demandées (4 553 300 dollars) doivent permettre de financer les dépenses afférentes au personnel affecté au sous-programme qui, en raison de la réorganisation du programme de travail, serait constitué de 17 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et de 10 agents locaux, comme l'indique le tableau 16A.15. Les changements d'effectifs proposés s'expliquent par le redéploiement de deux postes d'agent local de services exécutifs et de gestion de la Division et par la suppression d'un poste de secrétaire

recruté sur le plan local. L'augmentation des dépenses de personnel (4 700 dollars) résulte de l'effet conjugué de ce redéploiement et de cette suppression et de l'application des nouveaux taux normalisés de vacances de poste.

Autres dépenses de personnel

- 16A.53 La diminution des ressources prévues à ce titre (48 100 dollars) résulte de la suppression des fonds alloués au recrutement de personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions), ces fonds n'étant plus nécessaires à la mise en oeuvre du sous-programme.

Consultants et experts

- 16A.54 Les ressources prévues à cette rubrique (230 400 dollars) seraient réparties comme suit : a) services de consultants (130 400 dollars) pour la réalisation de certaines études sur le matériel et les logiciels nécessaires à la création de réseaux et de bases de données informatiques devant permettre la constitution de réseaux publics et privés et des échanges d'informations ainsi que pour l'établissement des documents de travail et publications ci-après : i) examen des tendances, approches et stratégies actuelles en matière de développement du secteur privé : études de cas sous-régionales; ii) propositions concernant la conception et la mise en place d'un système d'information informatisé destiné à relier les chambres de commerce africaines et les ministères africains du commerce et de l'industrie aux réseaux d'information existants tels que ceux de la Banque mondiale (MIGA) et de la CNUCED; iii) étude de faisabilité sur la création de marchés de capitaux sous-régionaux : monographie sur l'Afrique australe; iv) étude des modalités d'intervention et des stratégies opérationnelles relatives au renforcement des capacités des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile et à l'appui à apporter à cette fin; v) étude des meilleures pratiques susceptibles de populariser le microfinancement; vi) renforcement des institutions chargées de veiller au respect de la déontologie et des principes de responsabilisation des services publics africains; et vii) stratégies et politiques de relance du développement du secteur privé en Afrique; et b) organisation de quatre réunions de groupes spéciaux d'experts (100 000 dollars) [voir par. 16A.51 a) iii)]. L'augmentation de 57 500 dollars prévue à cette rubrique est due à l'accroissement des besoins en services spécialisés que la Commission ne peut assurer elle-même.

Voyages

- 16A.55 Les ressources demandées à ce titre (124 900 dollars) permettraient aux fonctionnaires concernés de réunir des données, de consulter des États membres, d'assurer le service de réunions régionales et interrégionales portant sur les questions inscrites au sous-programme et de participer à ces réunions. La diminution de leur montant (141 900 dollars) résulte de la rationalisation des fonctions et du renforcement de la coordination à l'intérieur du secrétariat.

Services contractuels

- 16A.56 Les ressources demandées (59 100 dollars) permettraient de couvrir le coût des travaux contractuels d'édition (38 700 dollars) et d'impression (20 400 dollars) des publications ci-après : a) document de synthèse sur l'étude comparative des réformes de la fonction publique et les enseignements que l'Afrique peut en tirer; b) rapport de synthèse sur les tendances, approches et stratégies actuelles en matière de développement du secteur privé en Afrique; c) systèmes permettant de faire respecter la déontologie et les principes de responsabilisation des services publics africains; et d) rôle du microfinancement dans le développement durable des petites et moyennes entreprises en Afrique ainsi que d'autres documents d'information et de promotion concernant la création d'entreprises et les possibilités d'accès aux marchés de capitaux.

Sous-programme 4

Utilisation de l'information aux fins du développement

Tableau 16A.16

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses ^a	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 965,9	6 054,3	(286,8)	(4,7)	5 767,5	515,1	6 282,6
Consultants et experts	4,2	21,9	108,1	493,6	130,0	7,9	137,9
Voyages	19,9	36,7	108,4	295,3	145,1	8,6	153,7
Services contractuels	53,2	66,5	(22,8)	(34,2)	43,7	2,5	46,2
Fournitures et accessoires	—	—	145,2	—	145,2	8,7	153,9
Total	3 043,2	6 179,4	52,1	0,8	6 231,5	542,8	6 744,3

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	1998-1999 Montant estimatif	
a) Services d'appui à :	—	—		
i) Des organismes des Nations Unies	—	—		—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—		—
b) Activités de fond	—	—		—
c) Projets opérationnels :	6,1	—		—
PNUD	—	—		—
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	29,4	44,5		—
FNUAP	2 160,2	2 903,4		3 193,7
Sources bilatérales	763,0	1 725,9		1 898,4
Total	2 958,7	4 673,8		5 092,1
Total 1) et 2)	6 001,9	10 853,2		11 836,4

Tableau 16A.17

Postes nécessaires
Programme : Utilisation de l'information aux fins du développement

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	4	3	—	—	7	7	11	10
P-4/3	13	13	—	—	1	1	14	14
P-2/1	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	21	20	—	—	8	8	29	28
Autres catégories								
Agents locaux	42	34	—	—	3	3	45	37
Total	42	34	—	—	3	3	45	37
Total général	63	54	—	—	11	11	74	65

- 16A.57 Ce sous-programme, qui englobe les services de bibliothèque, sera exécuté par la Division des services d'information pour le développement.
- 16A.58 Les activités consisteront à promouvoir des politiques, méthodes et stratégies en vue d'une utilisation judicieuse de la technologie de l'information moderne et des réseaux de communication pour la compilation et la diffusion de l'information, y compris l'information géographique et les statistiques, aux fins du développement durable.
- 16A.59 La Division servira de centre pour le regroupement, l'harmonisation et la diffusion de l'information globale sur le développement multisectoriel tant au niveau micro-économique que macro-économique et sera dotée de la capacité d'échanger et d'intégrer facilement l'information provenant de différentes sources. Cet objectif sera atteint grâce à des liaisons électroniques de transmission de données avec les États membres; des partenariats avec les institutions spécialisées; l'élaboration d'appareils permettant de coupler les données, l'établissement de bases de données pouvant être reliées à d'autres, d'archives de données sur les ménages et de moyens de diffusion efficaces de données ainsi que la création de forums de discussion pour l'échange de données d'expérience et d'informations; et à la fourniture d'un appui pour la mise en place de capacités, y compris des ateliers de formation et une assistance technique et consultative sur l'adoption de cadres conceptuels, de méthodes et de pratiques appropriés.
- 16A.60 Les activités devraient permettre d'éliminer les doubles emplois dans les domaines de la collecte et de la compilation des données et d'uniformiser l'information diffusée sur le développement de l'Afrique par les organisations sous-régionales, régionales et internationales.

Activités

- 16A.61 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les activités suivantes seront entreprises :
- a) *Services de secrétariat fournis aux organes intergouvernementaux et groupes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels fournis aux réunions.* Une session plénière et quatre réunions de groupes de travail de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et informaticiens africains; une session plénière et deux réunions de groupes de travail de la dixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies;

- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Rapport à la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification; trois rapports à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et informaticiens africains; rapport à la dixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies;
 - iii) *Réunion de groupes spéciaux d'experts.* a) Amélioration des statistiques du commerce intra-africain, l'accent étant mis sur l'utilisation de logiciels statistiques, et b) systèmes d'information géographique intégrés à l'intention des décideurs;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Publications périodiques.* Neuf publications : a) *Annuaire statistique africain* (CD-ROM et sous forme imprimée); b) annexe statistique à l'Étude des conditions économiques et sociales en Afrique; c) répertoire des établissements africains dispensant un enseignement et une formation dans le domaine de l'information géographique; d) *Bulletin de cartographie et de télédétection*; e) *L'Afrique en chiffres* (sous forme électronique et imprimée); f) quatre bulletins techniques sur l'information pour le développement (édition électronique et imprimée); g) *Bulletin statistique* (édition électronique et imprimée); h) bibliographie des publications relatives au développement (en Afrique et dans le monde); i) *ECA in print* (bibliographie des publications de la CEA sous forme électronique et imprimée);
 - ii) *Publications non périodiques.* Treize publications : a) modules de formation à l'intention des planificateurs et des décideurs sur les moyens d'utiliser l'information et les techniques d'information pour rendre les économies et la société africaine plus compétitives; b) mise au point du contenu de l'information africaine; c) installation de sites Web; d) utilisation de l'information et des techniques de communication pour stimuler la croissance économique : étude de cas sur les meilleures pratiques; e) création d'un environnement favorable au développement de l'infrastructure d'information et de communication : étude de cas sur les meilleures pratiques; f) utilisation de la technologie de l'information pour accéder à l'information sur le développement de l'Afrique; g) recensement de la population et du logement en Afrique : enseignements tirés des quatre dernières séries; h) rapport intérimaire sur l'exécution du plan d'action visant à accélérer l'amélioration des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil dans les pays africains; i) utilisation de micro-ordinateurs et de logiciels spécialisés pour la compilation de la comptabilité nationale dans les pays africains; j) questions de méthodologie se posant durant la compilation et la mise à jour des registres nationaux des entreprises et établissements : études de cas sur certains pays africains; k) questions de méthodologie qui se posent durant la compilation des indices du commerce international dans les pays africains : études de cas sur certains pays africains; l) questions nouvelles concernant la gestion et l'organisation des bureaux de statistiques nationaux en Afrique; m) étude de l'enregistrement cadastral et des terres pour la gestion des terres dans certains pays africains;
 - iii) *Produits électroniques, audio et vidéo.* L'Afrique en chiffres, sur CD-ROM; informations par voie électronique : service de questions-réponses sur l'information pour le développement de l'Afrique, par courrier électronique et site Web; catalogue en ligne pour la bibliothèque de la CEA/catalogue d'accès public en ligne;
 - iv) *Plaquettes, brochures, fiches analytiques, panneaux muraux et pochettes d'information.* Matériel publicitaire pour la Journée de l'information pour le développement en Afrique et pour la Journée africaine de la statistique; élaboration de cartes de base et de cartes spéciales, de diagrammes, de graphiques statistiques et d'affiches pour les publications et les travaux de recherche de la CEA ainsi que pour des expositions, selon que de besoin, en coopération avec d'autres divisions organiques; répertoire des publications officielles africaines; Africa Index (articles de publications périodiques et de revues sur les questions de développement de l'Afrique); bibliographie des nouvelles acquisitions de la bibliothèque de la CEA;

- v) *Support technique.* Centre pour l'identification des sources d'information sur le développement de l'Afrique : diffusion par Internet et CD-ROM; CD-ROM sur l'information concernant le développement de l'Afrique; acquisition, création et diffusion d'archives de données actives couvrant les fichiers relatifs aux enquêtes sur les ménages en Afrique (enquêtes sur les dimensions sociales de l'ajustement) et à l'information sur les enfants et la santé; création, tenue à jour, mise en réseau et diffusion de données régionales multisectorielles à partir de la base de données de la CEA (portant sur le commerce international, la comptabilité nationale, les prix des produits de base, les finances publiques, l'agriculture, le transport et les communications, le tourisme, l'industrie, l'énergie, la construction, l'environnement, les indicateurs sociaux et démographiques); recueil et diffusion de listages intégrés sur les indicateurs économiques du développement social et de l'environnement au niveau national et sous-régional (initialement sous forme imprimée et de disquettes; ultérieurement, au moyen d'un échange électronique de données); mise en place du système EDIFACT (échange électronique de données pour l'administration, le commerce et les transports) dans la région; établissement, tenue et diffusion de données et d'informations sur la mise en oeuvre de l'initiative «La société africaine à l'ère de l'information» (base de données sur les projets, les experts et les institutions); élaboration, tenue à jour et diffusion de logiciels de gestion de l'information pour le développement; mise en place, tenue à jour et diffusion de données à partir de la base de données bibliographiques sur le développement économique, social, scientifique et technique de l'Afrique; création et tenue à jour d'une page d'accueil de la CEA sur le World Wide Web; Atlas de l'inventaire cartographique numérique pour l'Afrique; base de données sur les publications officielles africaines; élaboration et tenue à jour d'un répertoire des établissements africains dispensant un enseignement et une formation dans le domaine de l'information géographique; élaboration et mise à jour d'une base de données sur l'information cartographique et de base en Afrique, notamment la présentation en ce qui concerne la superficie et la couverture, les technologies utilisées, etc., et sur les activités en matière de statistiques et d'élaboration de méthodes et de normes;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions*
Collaboration et coopération, en ce qui concerne des activités d'information liées à l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique ainsi que les activités en matière de statistique et l'élaboration de méthodes et de normes, avec les organismes compétents des Nations Unies, les équipes spéciales du Comité administratif de coordination, le Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique, la Division de la statistique du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, y compris dans le contexte du Système d'information économique et sociale des Nations Unies (UNESIS);
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs.* Élaboration de plans nationaux relatifs à l'infrastructure en matière d'information et de communication et leur mise en oeuvre; élaboration du contenu de l'information et création de sites sur le Web; utilisation de la technologie de l'information pour accéder à l'information relative au développement de l'Afrique; développement de la statistique et formation aux niveaux national, sous-régional et régional; adoption de nouveaux systèmes d'information statistique, y compris l'échange électronique de données, Internet et les bases de données sectorielles et multisectorielles; mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 et amélioration des statistiques économiques, démographiques, sociales et environnementales de base; mise au point et gestion de systèmes d'information géographique; appui technique aux organisations régionales et sous-régionales dans le domaine de l'information géographique;
- ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques).* Deux séminaires sur l'importance de l'initiative «La société africaine à l'ère de l'information» : utiliser l'information et la technologie de l'information pour rendre compétitives les économies et la société africaines et réformes visant à susciter un environnement propice; des ateliers de formation annuels sur l'élaboration du contenu de l'information africaine et la création de sites africains sur le Web; deux ateliers de

formation sur l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information pour accéder à l'information sur le développement de l'Afrique; des ateliers sur la mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 dans les pays africains; un atelier sur les statistiques, les indicateurs et la comptabilité de l'environnement dans les pays africains francophones; séminaire sur les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil; et quatre ateliers de formation à l'intention du personnel national chargé des recensements dans le cadre de la série 2000 des recensements sur la population et le logement;

- iii) *Projets sur le terrain.* Mise en oeuvre, en collaboration avec les partenaires du système des Nations Unies, de l'Initiative «La société africaine à l'ère de l'information»;

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16A.62 Les ressources prévues (5 767 500 dollars) sont destinées à couvrir les dépenses de personnel du sous-programme qui, suite à la restructuration du programme de travail, compte 20 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 16 postes d'agent local comme l'indique le tableau 16A.17. Le réaménagement du tableau d'effectifs tient compte de la proposition de supprimer un poste P-5 et huit postes d'agent local. La baisse de 286 800 dollars résulte à la fois de l'application du nouveau pourcentage normalisé de vacance de postes et de la suppression proposée d'un poste d'administrateur et de huit postes d'agent local.

Consultants et experts

- 16A.63 Les ressources demandées (130 000 dollars) se répartissent comme suit : a) services de consultants (80 000 dollars) pour l'élaboration des publications et documents techniques suivants : i) utilisation de techniques d'information et de communication pour stimuler la croissance économique : études de cas sur les meilleures pratiques; ii) création d'un environnement propice pour l'infrastructure d'information et de communication pour le développement : études de cas sur les meilleures pratiques; iii) acquisition, création et diffusion d'archives de données actives couvrant les fichiers relatifs aux enquêtes sur les ménages en Afrique (enquêtes sur les dimensions sociales de l'ajustement) et à l'information sur les enfants et la santé; iv) création, tenue à jour, mise en réseau et diffusion de données régionales multisectorielles à partir de la base de données de la CEA; v) élaboration et mise à jour d'une base de données sur l'information cartographique et les cartes de base en Afrique, notamment les présentations en ce qui concerne la superficie et la couverture, les technologies utilisées, les levés topographiques et les systèmes de cadastre ainsi que les ressources matérielles et humaines; et b) organisation de deux réunions de groupes spéciaux d'experts [voir par. 16A.61 a) iii)] (50 000 dollars).

Voyages

- 16A.64 Les ressources demandées (145 100 dollars) devraient permettre de couvrir les frais de voyage du personnel appelé à recueillir des données en vue de l'élaboration de rapports et de publications et à participer à des réunions et autres activités qui nécessitent une coordination et une harmonisation avec d'autres institutions et organisations dans la région et à l'extérieur. L'augmentation de 108 400 dollars découle d'un élargissement marqué de la portée des activités du sous-programme.

Services contractuels

- 16A.65 Des ressources réduites, d'un montant de 43 700 dollars, sont nécessaires pour la publication de l'*Annuaire statistique africain*.

Fournitures et accessoires

- 16A.66 Les ressources demandées à cette nouvelle rubrique (145 200 dollars) sont destinées à couvrir les frais d'abonnement à des publications sous forme électronique et imprimée et pour les exemplaires ronéotypés destinés à la bibliothèque de la CEA, qui relève dorénavant de la Division des services d'information pour le développement. Il s'agit notamment de revues spécialisées, de magazines et de journaux, de bases de données CD-ROM et autres supports électroniques (y compris le droit de licence pour les titres

électroniques et l'accès à des serveurs en ligne), de matériel audio-visuel (films, vidéocassettes, etc., sur des thèmes liés au développement), de microfilms ainsi que de matériel et étiquettes divers pour la bibliothèque.

Sous-programme 5 Promotion de la coopération et de l'intégration régionales

Tableau 16A.18

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	13 246,7	16 933,9	713,7	4,2	17 647,6	1 551,2	19 198,8
Autres dépenses de personnel	399,7	502,1	(161,8)	(32,2)	340,3	20,3	360,6
Consultants et experts	212,5	329,3	91,5	27,7	420,8	25,4	446,2
Voyages	576,8	829,9	11,1	1,3	841,0	50,2	891,2
Services contractuels	62,0	173,7	8,1	4,6	181,8	10,9	192,7
Frais généraux de fonctionnement	298,0	491,6	335,9	68,3	827,5	49,5	877,0
Fournitures et accessoires	89,2	170,1	—	—	170,1	10,1	180,2
Mobilier et matériel	39,7	104,8	—	—	104,8	6,2	111,0
Total	14 924,6	19 535,4	998,5	5,1	20 533,9	1 723,8	22 257,7

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	23,6	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	25,1	550,0	c) Projets opérationnels :	550,0
			PNUD	
	236,3	—	Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	—
	338,5	393,8	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	—
	132,1	433,0	Sources bilatérales	476,1
Total	732,0	1 400,4		1 026,1
Total 1) et 2)	15 656,6	20 935,8		23 283,8

Tableau 16A.19

Postes nécessaires

Programme : Promotion de la coopération et de l'intégration régionales

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	8	7	—	—	—	—	8	7
P-5	15	15	—	—	1	—	16	15
P-4/3	34	34	—	—	1	1	35	35
P-2/1	7	7	—	—	—	—	7	7
Total	64	63	—	—	2	1	66	64
Autres catégories								
Agents locaux	47	45	—	—	—	—	47	45
Total	47	45	—	—	—	—	47	45
Total général	111	108	—	—	2	1	113	109

- 16A.67 Les activités au titre de ce sous-programme seront entreprises par la Division de la coopération et de l'intégration régionales, avec la pleine collaboration des cinq centres de développement sous-régionaux de la CEA.
- 16A.68 Elles consisteront à promouvoir des politiques, méthodes et stratégies visant à renforcer la coopération régionale par la mise en oeuvre modulaire de l'intégration régionale en vue de la création effective de la Communauté économique africaine (CEAF) et d'un marché unique englobant l'ensemble du continent africain.
- 16A.69 L'accent sera mis à cet égard sur les travaux de recherche et d'analyse qui guideront et faciliteront le processus d'intégration économique régionale, en particulier la mise en place coordonnée d'infrastructures dans les domaines cruciaux que sont les transports et les communications. Une assistance sera fournie pour le renforcement des capacités de prospection et d'utilisation des minéraux et autres ressources naturelles par le biais d'une coopération effective aux niveaux sous-régional et régional. Un réseau de chercheurs, d'experts dans les divers secteurs, d'entrepreneurs et d'autres opérateurs économiques ainsi que d'organisations nationales, régionales et internationales (y compris les groupements sous-régionaux, le secrétariat conjoint OUA/CEA/BAfD, la Banque africaine d'export-import et des organismes des Nations Unies) sera mis en place en vue d'un échange et d'un partage accrus des informations. La mise en place et la tenue à jour d'une base de données pouvant être reliée à d'autres bases ainsi que l'utilisation de techniques d'échange électronique de données seront un élément important du processus d'intégration.
- 16A.70 Des activités de plaidoyer et de renforcement des capacités par le biais de séminaires d'orientation, de stages de formation et de missions consultatives seront entreprises dans les domaines de la rationalisation, de l'harmonisation et de la coordination des programmes et stratégies de développement.
- 16A.71 Les activités devraient déboucher sur l'amélioration de la coordination et de l'harmonisation des politiques, un meilleur partage et une meilleure utilisation des données nécessaires pour le suivi efficace et la facilitation de la coopération et de l'intégration régionales. L'amélioration de la collaboration et du partage de l'information débouchera aussi sur une réduction des doubles emplois aussi bien dans les différents secteurs que dans les sous-régions.

Centres de développement sous-régionaux

- 16A.72 Le programme de travail des centres de développement sous-régionaux de la CEA (précédemment dénommés centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets-MULPOC relève de ce sous-programme. Les centres joueront un rôle important dans la mise en oeuvre du sous-programme. Ils ont pour fonction première de promouvoir la coopération et l'intégration régionales en fournissant un appui technique efficace pour une approche collective des problèmes de développement communs au niveau sous-régional, en collaboration avec les organisations intergouvernementales et leurs communautés régionales respectives établies pour stimuler l'intégration économique. Ils faciliteront notamment la mise en place de réseaux et l'échange d'informations entre les agents de développement dans leurs sous-régions respectives et constitueront le lien entre ces agents et la CEA, ce qui permettra de diffuser les recommandations et les publications techniques de la CEA.
- 16A.73 Le travail des centres est supervisé à trois niveaux : au niveau intergouvernemental ainsi qu'aux niveaux de la gestion et du programme. Les mécanismes intergouvernementaux chargés de superviser le travail des centres sont la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification, qui est l'organe législatif suprême de la Commission, et le Comité intergouvernemental d'experts de chaque centre. La Conférence des ministres a pour rôle d'élaborer les grandes orientations pour les centres tandis que le Comité intergouvernemental d'experts veille au respect des directives et fournit des avis, et passe notamment en revue les activités des centres pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins des États membres de chaque sous-région.
- 16A.74 Sur le plan de la gestion, la supervision des centres est assurée par le Secrétaire exécutif qui nomme les directeurs de centres, détermine les effectifs et la composition du personnel à affecter à chaque centre pour lui permettre d'exécuter son programme de travail, et procède périodiquement à un examen des résultats obtenus par les centres.
- 16A.75 La Division de la planification et des programmes du financement et de l'évaluation de la CEA a la responsabilité générale de l'élaboration et de l'exécution de toutes les activités entreprises au titre du programme par la Commission, y compris les centres de développement sous-régionaux, qu'elles soient financées par les ressources du budget ordinaire ou par des fonds extrabudgétaires. La Division de la coopération et de l'intégration régionales, à laquelle les centres sont reliés aux fins de la programmation, joue un rôle de facilitateur en tenant à ce que l'exécution du programme de travail des centres contribue à la réalisation de l'objectif qui est de promouvoir la coopération et l'intégration régionales.

Activités

- 16A.76 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les activités suivantes seront entreprises :
- a) *Services de secrétariat fournis aux organes intergouvernementaux et groupes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services fonctionnels fournis aux réunions.* Une session plénière et trois réunions de groupes d'experts de la Conférence des ministres africains des transports et des communications; une session plénière et une réunion de groupe de travail de la Conférence des ministres africains responsables du commerce, de la coopération et de l'intégration économiques régionales; une session plénière et deux réunions de groupes de travail de la Conférence des ministres africains responsables des ressources minérales et de l'énergie; cinq sessions plénières des comités sous-régionaux d'experts des cinq centres de développement sous-régionaux; une session plénière de la réunion régionale des ministres africains chargés de l'aviation civile sur l'évaluation de la mise en oeuvre de l'Accord de Yamoussoukro;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* a) Rapport à l'Assemblée générale sur l'exécution du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique; b) deux rapports à la Conférence des ministres africains des transports et des communications; c) deux rapports à la Conférence des ministres africains responsables du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales; d) rapport à la

Conférence des ministres africains responsables des ressources minérales et de l'énergie; e) rapport aux comités sous-régionaux d'experts des cinq centres de développement sous-régionaux sur l'évaluation de la viabilité des arrangements en matière de financement de communautés économiques régionales africaines et d'organisations intergouvernementales spécialisées de premier plan : propositions pour un renforcement sur le plan financier; f) quatre rapports à la réunion régionale des ministres africains chargés de l'aviation civile;

- iii) *Réunion de groupes spéciaux d'experts.* a) Exploitation des ressources du secteur privé, des forces du marché et du capital international en vue d'accélérer l'intégration économique africaine; b) examen et définition de politiques pour l'établissement de couloirs de transit; c) cadres directeur, juridique et réglementaire favorisant un investissement soutenu dans la mise en valeur des ressources minérales en Afrique; d) intégration physique en Afrique de l'Est : programme de mise en place des infrastructures; e) équité entre les sexes et émancipation économique des femmes dans le contexte des normes culturelles nord-africaines : cadre institutionnel et directeur; f) moyens d'accroître le commerce intrarégional et extérieur et les transferts nets d'investissement en Afrique de l'Ouest : options stratégiques régionales et conséquences du point de vue de l'action; g) développement intégré de la région de l'Afrique centrale — perspectives à long terme : un cadre de coopération régionale; h) gestion de la corrélation entre population, alimentation et environnement en Afrique australe : cadre directeur régional; i) libéralisation du commerce et mobilité des facteurs en Afrique et promotion de complémentarités en tant que base pour l'expansion du commerce intra-africain; j) forum sur les transports africains pour l'examen de questions thématiques (documents d'information à déterminer d'un commun accord avec les partenaires); k) mobilisation de capitaux pour la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques de l'Afrique : dimensions du partenariat entre les secteurs public et privé;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Publications périodiques.* Huit publications : *UNTACDA II Newsletter*; annexe statistique sur la production et la consommation de minéraux et d'énergie (contribution au *Rapport économique annuel sur l'Afrique* et à l'*Étude annuelle des conditions économiques et sociales en Afrique*); bulletin : *Le point sur les minéraux et l'énergie en Afrique*; Situation économique et sociale en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale, en Afrique de l'Est et en Afrique australe (une publication par sous-région);
- ii) *Publications non périodiques.* Vingt et une publications : a) cadre analytique pour l'évaluation des coûts et avantages de l'intégration économique régionale en vue de réduire les coûts au minimum et d'assurer une répartition aussi équitable que possible des avantages : conséquences du point de vue de l'action aux niveaux national et régional; b) intégration économique africaine : enseignements tirés de l'Union européenne, de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), du Marché commun du cône sud (MERCOSUR), de la Zone de libre-échange de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et du Forum pour la coopération économique entre l'Asie et le Pacifique (APEC); c) propositions en vue du renforcement des communautés économiques régionales et des mécanismes institutionnels de la Commission économique et sociale de la Communauté économique africaine en vue de la coordination, de l'harmonisation et de la convergence des politiques économiques et sociales des pays africains, préalable à l'accélération de l'intégration régionale; d) analyse comparative des engagements pris dans le cadre du Traité instituant la Communauté économique africaine et des accords issus du Cycle des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay : propositions d'harmonisation; e) incidence des réformes sur les résultats obtenus par les pays africains en matière de transport et de communication; f) incidence sur les femmes de l'amélioration du transport en milieu rural : une évaluation du Programme pour les transports en Afrique subsaharienne; g) commercialisation des télécommunications et participation du secteur privé : études de cas sur les pays; h) commercialisation de certains secteurs des transports et participation du secteur privé : études de cas sur les pays; i) évaluation économique de certains tronçons de l'infrastructure de transport en Afrique ne répondant pas aux normes requises : études sous-régionales; j) libéralisation des

droits de trafic aérien en Afrique : défis et perspectives; k) développement des services aériens en Afrique : une approche sous-régionale; l) évaluation des besoins en ce qui concerne la modernisation des voies ferrées, le matériel roulant, l'équipement de télécommunication et de signalisation en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale; m) documents directifs sur un cadre institutionnel pour la coopération régionale dans la mise en valeur durable des ressources minérales et énergétiques de l'Afrique : programme d'action; n) cadres directeur, juridique et réglementaire pour la mise en valeur soutenue des ressources minérales : les meilleures pratiques; o) contribution des sociétés transnationales au secteur minier et énergétique : cas de certains pays africains; p) compétitivité des petites entreprises dans le secteur minier et énergétique en Afrique; q) nouvelles sources de capitaux pour la mise en valeur des ressources minérales en Afrique : mise à contribution des marchés de capitaux; r) autres modalités possibles pour le financement de la production d'énergie et d'électricité : étude de cas sur l'Afrique et d'autres régions en développement; s) évaluation de la viabilité des cadres de réglementation relatifs à l'environnement en matière d'extraction et de traitement des ressources minérales et énergétiques : étude comparative de certains pays d'Afrique et d'autres régions en développement; t) bilan énergétique de l'Afrique : projections à long terme jusqu'à l'an 2025; u) étude de faisabilité sur une mise en valeur intégrée et sur la connectivité en matière d'énergie et d'électricité;

- iii) *Six brochures*. Note de synthèse sur les nouvelles questions découlant des négociations de l'OMC relatives aux problèmes intéressant les pays africains; *Bulletin sur le développement de l'Afrique du Nord*; *Bulletin sur le développement de l'Afrique de l'Ouest*; *Bulletin sur le développement de l'Afrique centrale*; *Bulletin sur le développement de l'Afrique de l'Est*; *Bulletin sur le développement de l'Afrique australe*;

- c) *Coopération internationale, coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

Collaboration et coopération avec d'autres organismes des Nations Unies oeuvrant dans le domaine, notamment le PNUD, le FNUAP, l'OMS, la FAO, l'UNESCO et l'UNICEF, en vue de l'exécution et du suivi des programmes de pays, y compris la participation à l'élaboration de la note de stratégie de pays; participation aux réunions interinstitutions et aux groupes de travail créés pour assurer le suivi des programmes mondiaux et régionaux, y compris l'élaboration de documents de travail; coopération avec des organisations intergouvernementales sous-régionales, notamment la CEDEAO, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), la CEAC, le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (CAMRDC), l'IFORD, le RIPS, le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (ESAMRDC), le COMESA, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Commission de l'océan Indien (COI), l'Institut de gestion pour l'Afrique orientale et australe (ESAMI) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), pour des questions et activités de développement, en participant notamment à l'exécution de certains programmes intéressant leurs sous-régions respectives, y compris la fourniture de services fonctionnels à des réunions spéciales des responsables des industries africaines du cuivre et de l'aluminium;

- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

- i) *Services consultatifs*. Mise en oeuvre d'un mécanisme institutionnel de coordination et d'harmonisation des politiques économiques et sociales des pays africains; appui aux États membres pendant des négociations commerciales mondiales et d'autres négociations pertinentes; renforcement des capacités en vue de la transformation infrastructurelle et structurelle, y compris le traitement et la diffusion de données; politiques micro-économiques et macro-économiques, questions juridiques et réglementaires liées à la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques, y compris la planification; élaboration de politiques et gestion de programmes et projets sous-régionaux particuliers (par les centres de développement sous-régionaux);

- ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques)*. Séminaires régionaux sur l'harmonisation des engagements pris par les pays africains au titre du Traité instituant la Communauté économique africaine et des accords commerciaux internationaux multilatéraux; participation du secteur privé et commercialisation dans les secteurs des transports et des communications; politique africaine en matière de transport aérien ayant pour objet d'améliorer les services aériens grâce à la libéralisation des droits de trafic et à une stratégie sous-régionale de développement des services; renforcement du cadre institutionnel pour la coopération régionale pour la mise en valeur durable des ressources minérales de l'Afrique en vue d'une croissance économique soutenue; mise en valeur durable des ressources minérales et énergétiques de l'Afrique : réduire au minimum les effets sur l'environnement;

Séminaires organisés dans les centres de développement sous-régionaux

Afrique du Nord. a) Gestion des questions découlant de la corrélation entre population, alimentation et environnement en Afrique du Nord : cadre directeur régional; b) possibilités d'expansion du commerce intrarégional et extérieur et des transferts nets d'investissements en Afrique du Nord : options stratégiques régionales et conséquences du point de vue de l'action;

Afrique de l'Ouest. a) Équité entre les sexes et émancipation économique des femmes en Afrique de l'Ouest : cadre institutionnel et directeur; b) intégration physique en Afrique de l'Ouest : programme de mise en place des infrastructures;

Afrique centrale. a) Gestion des questions découlant de la corrélation entre population, alimentation et environnement en Afrique centrale : cadre directeur régional; b) intégration physique en Afrique centrale : programme de mise en place des infrastructures;

Afrique de l'Est. Faciliter le commerce entre États et le commerce extérieur en Afrique de l'Est et la mobilité des facteurs : partenariat entre les secteurs public et privé;

Afrique australe. a) Développement économique et social intégré de l'Afrique australe : perspectives à long terme; b) micro-entreprises et petites et moyennes entreprises en Afrique australe — élargir la base économique et stimuler la croissance : possibilités d'action;

- iii) *Ateliers et formation de groupes*. Capacités d'analyse, de communication et de négociation en vue des négociations commerciales africaines; restructuration et gestion des ports; deux ateliers de formation de formateurs sur l'aptitude à diriger, à l'intention des jeunes (Centres de développement sous-régionaux de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest); deux ateliers de formation de formateurs sur l'aptitude à diriger, à l'intention des femmes (Centres de développement sous-régionaux de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest); formation de formateurs sur le thème : petits exportateurs — comment tirer parti des débouchés dans l'Union européenne (Centre de développement sous-régional de l'Afrique du Nord); deux ateliers de planification stratégique du développement urbain (l'un pour l'Afrique du Nord et l'autre pour l'Afrique de l'Ouest); trois ateliers sur la gestion financière des établissements d'enseignement supérieur (Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest et Afrique de l'Est); quatre ateliers sur le renforcement des capacités en vue de la décentralisation administrative : formation à la gestion publique des collectivités locales (Centres de développement sous-régionaux de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe); trois ateliers sur la planification et l'administration du développement urbain (Centres de développement sous-régionaux de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe); atelier sur la planification de l'aménagement du territoire (Centre de développement sous-régional de l'Afrique centrale); atelier sur la politique d'investissement et la promotion des investissements (Centre de développement sous-régional de l'Afrique centrale); promotion du commerce et des investissements (Centre de développement sous-régional de l'Afrique de l'Est); analyse économique et financière à l'intention des journalistes (Centre de développement sous-régional de l'Afrique australe); comment vendre l'Afrique australe à l'extérieur : promotion du commerce et des investissements (Centre de développement sous-régional de l'Afrique australe).

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16A.77 Les ressources prévues (17 647 600 dollars) sont destinées à couvrir les dépenses de personnel du sous-programme qui, suite à la restructuration du programme de travail, compte 63 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 45 postes d'agent local, comme l'indique le tableau 16A.19. Le réaménagement du tableau d'effectifs proposé résulte de transferts et de suppressions de postes comme suit : a) un poste D-1, un poste P-4 et un poste P-3 seront transférés de la Direction exécutive et de l'administration à ce sous-programme afin de renforcer les activités de coopération et d'intégration économiques; b) il est proposé de supprimer deux postes D-1, un poste P-4, un poste P-3 et deux postes d'agent local. L'augmentation de 713 700 dollars résulte à la fois de l'application du nouveau pourcentage standard de vacance de postes, du transfert de trois nouveaux postes d'administrateur et de la suppression proposée de quatre postes d'administrateur et de deux postes d'agent local.
- 16A.78 Sur l'ensemble des postes proposés pour le sous-programme, 14 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur (2 postes D-1, 4 postes P-5, 3 postes P-4 et 5 postes P-3) et 18 postes d'agent local seront affectés aux activités de coordination et d'appui entreprises à partir du siège de la CEA tandis que 49 postes d'administrateur et 27 postes d'agent local seront transférés aux cinq centres sous-régionaux.

Autres dépenses de personnel

- 16A.79 Les ressources prévues (340 300 dollars), qui font apparaître une diminution de 161 800 dollars, sont destinées à couvrir les dépenses suivantes : a) personnel temporaire pour les réunions de comités intergouvernementaux d'experts des cinq centres de développement sous-régionaux (151 600 dollars); b) personnel temporaire devant remplacer les fonctionnaires en congé de maladie ou de maternité et coût des services de sécurité des centres de développement sous-régionaux (188 700 dollars).

Consultants et experts

- 16A.80 Les ressources demandées (420 800 dollars) se répartissent comme suit : a) services de consultants (282 800 dollars) pour l'élaboration des rapports, documents techniques et publications ci-après : i) intégration physique en Afrique de l'Est : programme pour la mise en place des infrastructures; ii) équité entre les sexes et émancipation économique et sociale des femmes dans le contexte des normes culturelles nord-africaines : cadre institutionnel et directeur; iii) possibilités d'expansion du commerce intrarégional et extérieur et des transferts nets d'investissements en Afrique de l'Ouest : options stratégiques régionales et conséquences du point de vue de l'action; iv) développement intégré de la région de l'Afrique centrale — perspectives à long terme : cadre de coopération régionale; v) gestion des questions découlant de la corrélation entre population, alimentation et environnement en Afrique australe : cadre directeur régional; vi) intégration économique africaine : enseignements tirés de l'Union européenne, de l'ALENA, du MERCOSUR, de la zone de libre-échange de l'ASEAN et de l'APEC; vii) incidence sur les femmes de l'amélioration des transports en milieu rural : une évaluation du Programme pour les transports en Afrique subsaharienne; viii) incidence des réformes sur les résultats obtenus par certains pays africains en matière de transport et de communications; ix) développement des services aériens en Afrique : une approche sous-régionale; x) évaluation des besoins en ce qui concerne la modernisation des voies ferrées, le matériel roulant et l'équipement de télécommunication et de signalisation en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale; xi) privatisation et commercialisation des mines et de l'énergie en Afrique — incidences sur la production, les exportations et les recettes fiscales : étude comparée de certains pays africains; xii) évaluation de la viabilité des cadres de réglementation relatifs à l'environnement qui régissent l'extraction et le traitement des ressources minérales et énergétiques : étude comparée de certains pays d'Afrique et d'autres régions en développement; b) organisation des neuf premières réunions de groupes d'experts spéciaux sur les 11 prévues au paragraphe 16A.76 a) iii) (138 000 dollars).

Voyages

- 16A.81 Les ressources prévues (841 000 dollars) sont destinées à couvrir : a) les frais de voyage du personnel appelé à recueillir des données en vue de l'élaboration de rapports et de publications, fournir des services consultatifs et participer à des activités qui nécessitent une coordination et une harmonisation avec des institutions et partenaires dans la région et à l'extérieur de celle-ci; b) la participation des membres du personnel du siège de la CEA et des cinq centres de développement sous-régionaux à des réunions de comités intergouvernementaux d'experts et d'autres organes intergouvernementaux qui se tiendront au siège de la CEA.

Services contractuels

- 16A.82 Le montant prévu (181 800 dollars) permettrait de couvrir le coût des travaux contractuels de traduction et de publication des rapports des centres de développement sous-régionaux. Sur ce montant, 14 500 dollars serviront à des travaux d'imprimerie à l'extérieur et 167 300 dollars à des travaux contractuels d'édition et de traduction de documents.

Frais généraux de fonctionnement

- 16A.83 Le montant prévu (827 500 dollars) servira à couvrir le coût de la location et de l'entretien des locaux, du mobilier et du matériel, des communications et des services divers pour les cinq centres de développement sous-régionaux. L'augmentation de 335 900 dollars est due à la nécessité de prévoir des locaux pour le nombre élevé de fonctionnaires qui seraient affectés aux bureaux sous-régionaux.

Fournitures et accessoires

- 16A.84 Le montant demandé (170 100 dollars) servira à couvrir le coût des fournitures de bureau des cinq centres de développement sous-régionaux.

Mobilier et matériel

- 16A.85 Le montant prévu (104 800 dollars) servira à remplacer et à acquérir du matériel de bureau pour les cinq centres sous-régionaux.

D. Appui aux programmes

Tableau 16A.20

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	16 391,4	22 052,5	(920,2)	(4,1)	21 132,3	1 992,8	23 125,1
Autres dépenses de personnel	1 283,6	1 690,3	(173,2)	(10,2)	1 517,1	90,7	1 607,8
Consultants et experts	—	9,0	(9,0)	(100,0)	—	—	—
Voyages	343,3	348,0	(36,4)	(10,4)	311,6	18,9	330,5
Services contractuels	707,4	452,3	26,7	5,9	479,0	28,6	507,6
Frais généraux de fonctionnement	3 308,4	4 851,4	1 055,0	21,7	5 906,4	353,5	6 259,9
Dépenses de représentation	—	23,2	—	—	23,2	1,4	24,6
Fournitures et accessoires	1 975,2	2 000,1	(396,2)	(19,8)	1 603,9	96,1	1 700,0
Mobilier et matériel	1 147,9	1 360,6	1 211,0	89,0	2 571,6	154,3	2 725,9
Subventions et contributions	—	—	75,8	—	75,8	4,5	80,3
Total	25 157,2	32 787,4	833,5	2,5	33 620,9	2 740,8	36 361,7

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995	1996-1997	1998-1999
	Dépenses	Montant estimatif	Montant estimatif
a) Services d'appui à :	—	—	—
i) Des organismes des Nations Unies	2 016,4	2 091,3	2 584,2
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels	—	—	—
Total	2 016,4	2 091,3	2 584,2
Total 1) et 2)	27 173,6	34 878,7	38 945,9

Tableau 16A.21

Postes nécessaires

Appui aux programmes

	<i>Postes permanents</i>		<i>Postes temporaires</i>				<i>Total</i>	
	<i>Budget ordinaire</i>		<i>Budget ordinaire</i>		<i>Fonds extrabudgétaires</i>			
	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	3	3	—	—	—	—	3	3
P-5	9	9	—	—	—	—	9	9
P-4/3	46	41	—	—	1	1	47	42
P-2/1	10	9	—	—	1	1	11	10
Total	68	62	—	—	2	2	70	64
Autres catégories								
Agents locaux	241	215	—	—	24	27	265	242
Service mobile	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	244	218	—	—	24	27	268	245
Total général	312	280	—	—	26	29	338	309

- 16A.86 Les activités au titre de l'appui aux programmes de la Commission économique pour l'Afrique comprennent les fonctions et structures relatives à l'administration, à la gestion et à la mise en valeur des ressources humaines; à la programmation, aux finances et à l'évaluation; et aux services de conférence et services généraux.
- 16A.87 Dans le cadre de la restructuration du secrétariat de la CEA, trois divisions ont été créées pour fournir, à compter d'avril 1996, des services d'appui aux programmes dans les domaines fonctionnels suivants :
- a) Planification des programmes, finances et évaluation;
 - b) Gestion des ressources humaines et des systèmes;
 - c) Services de conférence et services généraux.
- 16A.88 Les fonctions de la Division de la planification des programmes, des finances et de l'évaluation comprennent la coordination, la programmation, la budgétisation, le suivi et l'évaluation, les services de gestion administrative et financière, et le contrôle de l'exécution des programmes, y compris la gestion des ressources.
- 16A.89 La Division de la gestion des ressources humaines et des systèmes assure les services d'appui nécessaires au recrutement, au maintien en poste et à la formation du personnel, y compris l'administration des prestations, et à la fourniture de services de santé et de services d'information.
- 16A.90 La Division des services de conférence et des services généraux fournit un appui au secrétariat dans les domaines des services de conférence et des services généraux, y compris la gestion et l'entretien des locaux.

Activités

16A.91 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les activités suivantes seront réalisées :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts*
 - i) *Services fonctionnels nécessaires pour des réunions.* Sessions annuelles de la Conférence des ministres de la CEA et du Comité technique préparatoire plénier; douzième Conférence d'annonce de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Établissement de six rapports destinés à la Conférence des ministres de la CEA sur les mesures prises pour donner suite aux résolutions pertinentes du Conseil économique et social et de la Conférence; questions soulevées par les organes subsidiaires et sectoriels de la Conférence, exigeant des mesures de la part de cette dernière; projet de programme de travail et ordre de priorité pour l'exercice biennal 2000-2001; modifications à apporter au projet de programme de travail et ordre de priorité pour l'exercice biennal 1998-1999; utilisation des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, annoncées lors des précédentes conférences d'annonce de contributions; rapport biennal du Secrétaire exécutif; rapports annuels au Conseil économique et social;
- b) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions*

Liaison, coopération et coordination avec les États membres et les organisations sous-régionales et régionales, intergouvernementales et non gouvernementales dans différents domaines ayant trait au développement, comme les négociations en vue de la mobilisation d'une assistance technique et de ressources destinées à financer les activités opérationnelles; coordination, harmonisation et liaison avec l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et leurs organes subsidiaires dans le domaine social, les institutions spécialisées et offices des Nations Unies et les autres commissions régionales de l'ONU; coordination, harmonisation et liaison avec les services du Siège dans les domaines du suivi de la programmation et de l'évaluation, et pour les questions ayant trait au budget, au personnel et aux services généraux; participation aux réunions du Comité du programme et de la coordination (CPC), du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), du comité d'organisation du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires; et liaison avec le Bureau des commissions régionales à New York (continu);
- c) *Services de conférences*

Fourniture de services de séance, d'interprétation, d'établissement de procès-verbaux, de traduction et d'édition;
- d) *Services d'appui administratif*

Fourniture de services administratifs et autres, comme la gestion et le perfectionnement du personnel; administration du centre de consultation médicale des Nations Unies; relations entre le personnel et l'Administration; administration de la justice; services de conseil pour le personnel;
- e) *Programmation, budget et finances*

Conseils et assistance aux différents services organiques en vue de l'élaboration et de la présentation de leur plan à moyen terme, programme de travail intégré, projet de budget-programme, documentation concernant le budget des projets, suivi de l'exécution du programme de travail et utilisation des ressources;
- f) *Services généraux*

Services commerciaux et achats; transports, logistique et voyages, archives et gestion des dossiers; gestion des réserves et des stocks;

g) *Services de contrôle interne*

Mise au point de procédures de suivi et d'évaluation systématiques de l'exécution des programmes de travail, des résultats de l'auto-évaluation, et notamment des questions de gestion, d'exécution et de politique générale, et élaboration du rapport d'ensemble de la CEA sur les résultats quantitatifs des programmes dans le cadre du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16A.92 Les ressources prévues (21 132 300 dollars) sont destinées au personnel nécessaire pour assurer l'appui aux programmes qui, suite à la réorganisation du secrétariat de la CEA, se répartit entre trois divisions et comprend 62 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 215 postes d'agent local et trois postes d'agent du Service mobile comme proposé au tableau 16A.21. Les modifications — transfert et suppressions de postes — à apporter au tableau des effectifs sont les suivantes : un poste P-4 relevant de la Direction exécutive et de l'administration doit être transféré à ce programme à des fins de suivi des programmes; 1 poste P-4, 5 postes P-3, 1 poste P-2/1 et 26 postes d'agent local doivent être supprimés. L'économie de 920 200 dollars qui doit être réalisée résulte du transfert proposé du poste P-4, de la suppression des sept postes d'administrateur et des 26 postes d'agent local, de l'application de nouveaux taux normalisés de vacance de postes et de l'effet-report de la création de deux postes P-3 et trois postes d'agent local lors de l'exercice biennal 1996-1997.
- 16A.93 Ces postes se répartissent de la façon suivante entre les trois divisions organiques dépendant de l'appui aux programmes : a) 17 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur (1 D-1, 3 P-5, 7 P-4, 5 P-3 et 1 P-2/1) et 27 postes d'agent local pour la Division de la planification des programmes, des finances et de l'évaluation; b) 19 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur (1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 4 P-3 et 6 P-2/1), 29 postes d'agent local et trois postes d'agent du Service mobile pour la Division de la gestion des ressources humaines et des systèmes; et c) 26 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur (1 D-1, 3 P-5, 6 P-4, 14 P-3 et 2 P-2/1) et 159 postes d'agent local pour la Division des services de conférence et des services généraux.

Autres dépenses de personnel

- 16A.94 Les ressources prévues (1 517 000 dollars) comprennent : a) un montant de 535 700 dollars pour le recrutement du personnel temporaire affecté aux réunions des organes subsidiaires de la Commission (voir par. 16A.7); b) un montant de 807 100 dollars pour pourvoir au remplacement du personnel en congé de maladie ou de maternité et recruter du personnel surnuméraire pendant les périodes de pointe, et pour renforcer la sécurité des nouvelles installations de conférence; et c) un montant de 174 300 dollars pour couvrir le coût des heures supplémentaires. La diminution de 173 200 dollars des ressources prévues est due essentiellement à la réduction du volume de la documentation des organes délibérants (145 200 dollars au titre du personnel temporaire), de la durée des réunions de la plupart des organes subsidiaires et du coût du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) (28 000 dollars), compte tenu des dépenses effectuées par le passé.

Consultants et experts

- 16A.95 Les ressources prévues à ce titre (9 000 dollars), qui devaient servir à couvrir les honoraires de consultants chargés de fournir un appui pédagogique en vue des programmes de formation linguistique, ne seront plus nécessaires.

Voyages

- 16A.96 Les ressources prévues (311 600 dollars), qui sont en diminution par rapport à l'exercice précédent, se répartissent comme suit : frais de voyage du personnel devant a) assurer le service des réunions des organes subsidiaires (163 700 dollars); b) assister aux réunions du Conseil économique et social, du Comité du programme et de la coordination, des organes subsidiaires du Comité administratif de coordination et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et fournir un appui et assurer des

missions d'évaluation auprès des centres de développement sous-régionaux (97 900 dollars); et c) mettre en place des réseaux locaux au sein des centres de développement sous-régionaux et participer aux réunions portant sur les services électroniques (50 000 dollars).

Services contractuels

- 16A.97 Le montant demandé à ce titre (479 000 dollars) comprend a) les traitements de professeurs de langues employés à temps complet ou partiel (413 200 dollars); b) le coût de la formation de deux traducteurs (36 700 dollars); et c) les frais de publication du rapport bisannuel du Secrétaire exécutif, des notes d'orientation sur les résultats de la Conférence des ministres et des rapports d'évaluation (29 100 dollars).

Frais généraux de fonctionnement

- 16A.98 Les ressources prévues (5 906 400 dollars), qui sont en hausse par rapport à l'exercice précédent, se répartissent comme suit : a) location et entretien des locaux (822 200 dollars, soit une hausse de 143 400 dollars); b) éclairage, chauffage, énergie et eau (581 400 dollars); c) location et entretien de matériel, y compris le coût des contrats d'entretien du nouveau centre de conférences et du matériel de traitement de données (1 635 300 dollars, soit une hausse de 757 900 dollars); d) communications (1 550 200 dollars, soit une hausse de 59 600 dollars); et e) services divers, y compris l'assurance des locaux et le fret (1 317 300 dollars, soit une hausse de 262 300 dollars). L'augmentation générale de 1 055 000 dollars de cette rubrique résulte en grande partie des frais de fonctionnement des nouvelles installations de conférence et notamment du coût des services d'entretien du matériel électrique et mécanique, et des équipements de climatisation et d'interprétation, prévu dans le cadre des arrangements contractuels en vigueur.

Dépenses de représentation

- 16A.99 Un montant de 23 200 dollars est demandé pour les réceptions officielles offertes lors des réunions des organes intergouvernementaux.

Fournitures et accessoires

- 16A.100 Les ressources prévues (1 603 900 dollars) qui sont en baisse par rapport à l'exercice précédent doivent permettre l'achat d'articles de papeterie, de fournitures de bureau et de fournitures destinées à l'impression et à la reproduction. La diminution de 396 200 dollars qui accuse cette rubrique est due en partie au fait que la bibliothèque de la CEA dépendra désormais du sous programme 4 intitulé Utilisation de l'information aux fins du développement, sur lequel ont été imputés les frais d'abonnement aux publications.

Mobilier et matériel

- 16A.101 Un montant de 2 571 600 dollars, en hausse par rapport à l'exercice précédent, est demandé en vue de l'achat de nouveau matériel et du remplacement du matériel existant. Il se répartit comme suit :
- a) Matériel de traitement de données (1 858 500 dollars) dont :
 - i) 582 500 dollars en vue du remplacement des ordinateurs et du matériel devenu obsolète du réseau local;
 - ii) 1 276 000 dollars en vue de l'achat de matériel de traitement de données, notamment d'ordinateurs et de matériel de réseau local pour les centres de développement sous-régionaux, d'ordinateurs, d'un concentrateur pour le réseau local, de serveurs, d'imprimantes et d'un système d'alimentation électrique non interruptible et des câbles de raccordement au réseau local, de l'installation d'une microstation et de l'achat de matériel de raccordement; de l'acquisition de matériel de vidéoconférence et de la mise à niveau des logiciels utilisés à Addis-Abeba;
 - b) 533 000 dollars pour le remplacement du matériel de reproduction, du mobilier et du matériel destiné au laboratoire de langues (téléviseur, magnétoscope, projecteurs, photocopieuse); matériel de sécurité (walkies-talkies, système de télévision en circuit fermé et de surveillance électronique; appareil de détection par rayons X et dispositifs d'alarme);

- c) 180 100 dollars pour d'autres types de matériel notamment de transport, d'entretien des bâtiments, de bibliothèque et de cafétéria.

Subventions et contributions

- 16A.102 Le montant prévu (75 800 dollars) représente les contributions aux activités financées en commun à Addis-Abeba, y compris les plans visant à la sécurité locale.

Chapitre 16B

Bureau des commissions régionales à New York

Tableau 16B.1

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Montant estimatif
			Montant	Pourcentage			
Postes	924,6	1 079,0	—	—	1 079,0	68,6	1 147,6
Autres dépenses de personnel	2,9	9,9	(1,9)	(19,1)	8,0	0,5	8,5
Voyages	25,3	34,6	(4,5)	(13,0)	30,1	1,9	32,0
Frais généraux de fonctionnement	12,1	19,9	—	—	19,9	1,1	21,0
Dépenses de représentation	1,1	1,4	—	—	1,4	—	1,4
Mobilier et matériel	—	8,3	—	—	8,3	0,5	8,8
Total	966,0	1 153,1	(6,4)	(0,5)	1 146,7	72,6	1 219,3

Tableau 16B.2

Postes nécessaires

Bureau des commissions régionales à New York

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	3	3	—	—	—	—	3	3
Agents des services généraux								
1re classe	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres classes	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	3	3	—	—	—	—	3	3
Total général	6	6	—	—	—	—	6	6

16B.1 Le Bureau des commissions régionales à New York sert de centre de liaison pour toutes les activités de fond et les activités opérationnelles entre les cinq commissions régionales et les bureaux, programmes et départements du Siège de l'ONU. Il est également en rapport, pour le compte des commissions régionales, avec les missions permanentes des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les organisations

intergouvernementales et non gouvernementales pertinentes, et avec le public new-yorkais. Il est aussi appelé à effectuer des analyses et des synthèses des décisions prises au cours des réunions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires.

Activités

- 16B.2 Représentation, au Siège, des cinq commissions régionales à l'occasion des réunions intergouvernementales et internes au Secrétariat; échanges d'informations entre les commissions régionales, le Siège, les missions permanentes des États Membres à New York et le grand public, et services de coordination des commissions régionales. Dans ce cadre, le Bureau publiera un bulletin d'informations bisannuel destiné aux délégations et aux départements et programmes concernés, ainsi qu'à toutes les institutions intéressées et au grand public, et diffusera des informations sur ses activités et celles des commissions régionales à partir de la page d'accueil de l'ONU sur le World Wide Web.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16B.3 Le montant prévu (1 079 000 dollars) couvre les besoins en personnel du Bureau, qui consistent en 1 poste D-1, 1 poste P-5, 1 poste P-4 et 3 postes d'agent des services généraux.

Autres dépenses de personnel

- 16B.4 Le montant prévu (8 000 dollars) couvre le recrutement de personnel temporaire (6 000 dollars) et les heures supplémentaires (2 000 dollars). Il fait apparaître une diminution de 1 900 dollars (600 dollars pour le personnel temporaire et 1 300 dollars pour les heures supplémentaires), calculée en fonction des dépenses effectuées par le passé.

Voyages

- 16B.5 Un montant de 30 100 dollars est prévu pour couvrir les frais de voyage du personnel devant assurer le service des réunions semestrielles des secrétaires exécutifs, assister aux sessions de fond du Conseil économique et social et participer aux réunions des organes subsidiaires du CAC. Il fait apparaître une diminution de 4 500 dollars, calculée en fonction des besoins réels.

Frais généraux de fonctionnement, dépenses de représentation et mobilier et matériel

- 16B.6 Les ressources prévues à ce titre (29 600 dollars) comprennent : a) la contribution du Bureau aux frais d'entretien et d'exploitation des installations du réseau local (notamment les serveurs centraux) qui servent à assurer les services de gestion centralisée — courrier électronique et UNIX pour le SIG — (9 500 dollars); b) les communications (10 400 dollars); c) les réceptions officielles (1 400 dollars); et d) l'achat de nouveaux ordinateurs et la mise à niveau des anciens (8 300 dollars).

Tableau 16A.11

Postes nécessaires

Programme : Facilitation de l'analyse des politiques économiques et sociales

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	2	2	—	—	—	—	2	2
P-5	4	4	—	—	—	—	4	4
P-4/3	12	13	—	—	1	1	13	14
P-2/1	6	6	—	—	1	1	7	7
Total	24	25	—	—	2	2	26	27
Autres catégories								
Agents locaux	18	18	—	—	4	4	22	22
Total	18	18	—	—	4	4	22	22
Total général	42	43	—	—	6	6	48	49

- 16A.29 Ce sous-programme sera exécuté par la Division de l'analyse des politiques économiques et sociales, notamment le Groupe des programmes spéciaux et le Centre africain pour la femme.
- 16A.30 Les activités entreprises au titre de ce sous-programme visent à permettre de mieux appréhender les problèmes clefs du développement de l'Afrique, et à susciter une plus grande adhésion aux réformes de politiques économiques et sociales dans le sens d'un développement durable équitable, de vaste portée qui soit de nature à réduire la pauvreté et écologiquement rationnel. L'accent est mis sur l'analyse de la politique économique en vue d'une croissance soutenue et d'une plus grande stabilité macro-économique, de la promotion des échanges et des investissements, de la gestion de la dette, de l'instauration d'une politique sociale, de la réduction de la pauvreté et d'une plus grande participation des femmes africaines à la vie économique.
- 16A.31 Les objectifs fixés pour ce sous-programme seront réalisés grâce à l'élaboration d'études sur les pays, de documents de recherche, de rapports analytiques et de synthèse, ainsi que de documents directifs. On aura également de plus en plus recours à des séminaires, des conférences et des ateliers de formation consacrés à des questions spécifiques de développement, regroupant de hauts responsables nationaux, des représentants de la société civile et du secteur privé qui permettraient de dégager une interprétation commune des défis que devront relever les pays d'Afrique dans le domaine du développement et des choix qui s'offrent à eux. Autre facteur important, il faudra tisser des liens plus efficaces avec les centres de recherche économique et politique et les groupes de réflexion sur le développement de plus en plus nombreux en Afrique.
- 16A.32 Ces activités devraient favoriser l'adoption et la mise en oeuvre de politiques économiques et sociales judicieuses en Afrique afin de promouvoir une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté.

Activités

16A.33 Les activités ci-après seront entreprises au cours de l'exercice biennal 1998-1999 :

- a) *Services fournis aux organes d'experts/intergouvernementaux*
 - i) *Services fonctionnels à l'intention des réunions.* Séances plénières de la Conférence des ministres africains des finances et du Groupe intergouvernemental d'experts; deux réunions de la Conférence des ministres chargés du commerce, de la coopération économique et de l'intégration régionales; une séance plénière et deux réunions du groupe de travail de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain; une séance plénière et deux réunions du groupe de travail de la sixième Conférence régionale pour l'intégration de la femme au développement; et les séances plénières annuelles du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Trois rapports à l'intention de la Conférence des ministres chargés de la planification et du développement économique et social; un rapport à la Conférence des ministres africains des finances et à son comité d'experts; un rapport à la Conférence des ministres africains responsables du développement humain; quatre rapports à l'intention de la sixième Conférence régionale pour l'intégration de la femme au développement; quatre rapports au Comité africain de coordination régionale pour l'intégration de la femme au développement; deux rapports à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et spécialistes de l'information africains; et quatre rapports à la Conférence des ministres chargés du commerce, de la coopération et de l'intégration économiques régionales;
 - iii) *Réunions de groupes spéciaux d'experts.* a) Meilleures stratégies de croissance pour l'Afrique; b) l'Afrique après les négociations d'Uruguay : accroître la compétitivité internationale de l'Afrique dans l'économie mondiale du XXI^e siècle; c) données quantitatives et qualitatives pour l'analyse des politiques; d) mécanismes appropriés pour le suivi de la première Conférence ministérielle de l'OMC et modalités pour faciliter une véritable participation de l'Afrique à la deuxième Conférence de l'OMC; e) programme de formation de journalistes au reportage dans le domaine humanitaire pour l'Afrique; et f) définition, contrôle et évaluation de points de repère pour suivre et évaluer la mise en oeuvre au niveau national de l'Initiative à l'échelle du système;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Publications périodiques.* Étude annuelle des conditions économiques et sociales en Afrique; rapport sur l'état de la pauvreté en Afrique; femmes africaines : les femmes et le processus de prise de décision; «Gender Net» : publication sur les questions d'actualités intéressant les femmes; la situation des enfants en Afrique; *Investment Focus*;
 - ii) *Publications non périodiques.* Vingt-cinq publications sur les thèmes suivants : a) intermédiation financière en Afrique : élargissement de la participation locale au marché des titres d'État et à la privatisation des actifs publics; b) mobilisation de l'épargne en Afrique : mécanismes, institutions et facteurs culturels; c) dimensions régionales et ethniques de la pauvreté en Afrique; d) le nouveau visage de la pauvreté en Afrique : études de cas consacrées à certains centres urbains en Afrique; e) intégration des données qualitatives et quantitatives pour l'analyse des politiques : études pilotes exploitant les données des enquêtes sur les ménages réalisées dans certains pays d'Afrique; f) rôle des centres de santé communautaires dans l'amélioration de la santé des femmes : approches et stratégies réussies dans les pays en développement; g) actions visant à améliorer la productivité des agricultrices : expérience d'autres pays en développement : récapitulatif des résultats empiriques et leçons tirées des enseignements de l'expérience bénéfique pour l'Afrique; h) enseignement des droits de l'homme et des droits énoncés par la loi en Afrique : programmes d'enseignement primaire et secondaire; i) services juridiques communautaires à l'intention des femmes : principes de base et approches; j) trois études sous-régionales sur la situation actuelle des femmes occupant des postes à responsabilité; k) études sous-régionales sur la situation des femmes occupant des postes de responsabilité : rapport de synthèse;

- l) diversification des exportations en Afrique dans le contexte de l'après-Cycle d'Uruguay; m) cadre analytique pour une évaluation de la gestion viable de la dette extérieure des pays d'Afrique à faible revenu et lourdement endettés; n) corriger le déséquilibre entre les garçons et les filles dans l'enseignement supérieur; o) études internationales sur les tendances en matière de répartition des dépenses publiques dans certains pays d'Afrique; p) programmes de subventions publiques en Afrique : document sur les meilleures pratiques; q) répertoire des femmes occupant des postes de responsabilité en Afrique; r) amortissement des coûts de l'enseignement supérieur : potentiels et contraintes; s) partenariat public-privé pour la promotion des échanges et des investissements en Afrique; t) stratégies tendant à lier la privatisation au développement d'un marché de capitaux; u) analyse de la contribution spécifique des investissements directs étrangers à l'expansion des entreprises locales; v) sélection et négociation de projets en partie financés par des investissements directs étrangers : grands principes; w) expérience africaine en matière d'investissements directs étrangers pour le développement : synthèses d'études de cas; x) renforcement des institutions concernées par le suivi et la promotion des IDE : leçons tirées des enseignements des expériences acquises; y) accords multilatéraux dans le domaine des investissements : conséquences pour les pays d'Afrique au lendemain des Négociations d'Uruguay;
- iii) *Expositions, visites guidées et conférences* : a) exposition industrielle agrotextile visant à familiariser les femmes avec les débouchés et marchés commerciaux; b) voyages d'études à l'intention de femmes africaines pour promouvoir l'échange de données d'expérience concernant les programmes de formation et d'emploi;
- iv) *Manifestations spéciales*. Conférence régionale sur les politiques et programmes de lutte contre la pauvreté en Afrique; conférence régionale sur les causes profondes de la «fuite des cerveaux»; forum régional sur la protection juridique et les droits fondamentaux des femmes en Afrique;
- c) *Coopération internationale, coordination et liaison interinstitutions*
- Coopération et liaison, en ce qui concerne les questions et politiques de développement, notamment la planification des ressources humaines, avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales africaines et non africaines; participation et contribution importante aux activités d'autres institutions et organismes des Nations Unies tels que les équipes spéciales du CAC, l'INSTRAW, UNIFEM, le projet LINK des Nations Unies et consultations sur des plans et programmes d'actions, y compris ceux adoptés par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, le Sommet mondial pour le développement social, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes ainsi que le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique; collaboration à l'établissement de rapports à l'échelle du système sur le nouvel Ordre du jour et l'Initiative spéciale et fourniture d'un soutien important au programme de formation à la gestion dispensé par la CNUCED à l'intention des entrepreneurs d'Afrique (EMPRETEC); coordination et liaison avec la CNUCED, l'OMC, l'Association mondiale des organismes de promotion des investissements, l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises et les instituts nationaux de promotion des investissements;
- d) *Coopération technique (fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs*. Services consultatifs à titre d'appui aux activités relatives à la gestion de la dette et aux négociations sur la dette, aux Négociations d'Uruguay et au suivi de la première Conférence ministérielle de l'OMC, y compris la fourniture d'une assistance aux négociations commerciales avec des investisseurs étrangers; aide à l'instauration et à la gestion d'un environnement propice aux investissements privés, y compris la promotion des programmes d'incitation à la création d'entreprises; renforcement des organismes d'investissement des États membres par la rationalisation de leurs modes de fonctionnement et de leurs processus d'approbation, et suivi de la quantité, de la qualité et de l'incidence des entrées de capitaux; aide

à la formulation de politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté et mise en place de plans de crédits et de réformes favorisant la participation des femmes, y compris de mesures, et soutien à la mise en oeuvre de plans et programmes d'action, notamment le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 90, le Programme d'action pour le développement durable des petits pays insulaires en développement, la Déclaration de Copenhague sur le développement social, les programmes d'action régionaux et mondiaux sur les femmes ainsi que des programmes spécifiques, à savoir le nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique;

- ii) *Formation de groupe (séminaires/ateliers/colloques)*. Trois séminaires sous-régionaux de sensibilisation aux incidences des disparités entre les sexes sur les réformes économiques et les choix politiques; formation annuelle à l'analyse des questions de sexospécificité pour la formulation, la planification, la programmation et la mise en oeuvre de politiques générales; trois ateliers sur la formation des formatrices chargées d'initier les femmes au droit; formation à la prise de responsabilités et à la gestion à l'intention des femmes entrepreneurs; et formation à la gestion destinée aux femmes au niveau communautaire; colloque sur les femmes occupant des postes de direction dans les secteurs public et privé; et séminaires sur les choix politiques pour une participation effective de l'Afrique aux nouveaux accords internationaux sur le commerce;
- iii) *Projets opérationnels*. Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique : programme sur le leadership et l'autonomisation des femmes en Afrique; rôle du secteur non structuré dans le développement; mécanisme de soutien au développement de l'esprit d'entreprise en Afrique; renforcement des capacités institutionnelles dans la négociation d'accords commerciaux internationaux; et acquisition de compétences par la formation de formateurs d'instituts d'enseignement supérieur.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16A.34 Les ressources demandées (6 629 800 dollars) correspondent aux besoins en personnel de ce sous-programme qui, compte tenu du réaménagement du programme de travail, consisteraient en 25 postes d'administrateur et 18 postes d'agent local comme indiqué au tableau 16A.11. Les modifications apportées au tableau d'effectifs découlent des propositions suivantes : d'une part, la réaffectation à ce sous-programme de 1 poste P-5, de 1 poste P-4 et de 1 poste d'agent local ainsi que de ressources autres que celles affectées aux postes et correspondant aux Services communs CNUCED/CEA des sociétés transnationales (chap. 11A) et d'autre part la suppression de 1 poste P-5 et de 1 poste d'agent local prévue dans le cadre de la réorganisation du secrétariat et du programme de travail. L'augmentation de 785 500 dollars est due à l'effet combiné de ces réaffectations et suppressions de postes et à l'application de nouveaux taux de vacances standard.

Autres dépenses de personnel

- 16A.35 Le montant prévu à cette rubrique (43 800 dollars), au titre du personnel temporaire, permettrait de recruter des statisticiens chargés de rassembler des renseignements pour l'établissement d'un rapport annuel sur les tendances de la répartition des dépenses publiques dans certains pays d'Afrique, ainsi que sur les cadres budgétaires et institutionnels.

Consultants et experts

- 16A.36 Les ressources demandées à cette rubrique (360 200 dollars) devraient permettre de couvrir a) les honoraires de consultants (210 200 dollars) qui apporteraient leurs compétences et leur soutien à l'occasion de l'analyse et de la collecte de données et de l'établissement des rapports suivants : i) étude des conditions économiques et sociales en Afrique; ii) les femmes africaines : les femmes et la prise de décisions; iii) rapport sur l'état de la pauvreté en Afrique; iv) amélioration de la santé des femmes grâce aux centres de santé communautaires : approches et stratégies ayant fait leurs preuves dans les pays en développement; v) études sous-régionales sur la situation actuelle des femmes occupant des postes de responsabilité; vi) la

situation des enfants d'Afrique; et b) les frais d'organisation de six réunions de groupes d'experts [voir par. 16A.33 a) iii)] (150 000 dollars). L'augmentation de 111 800 dollars s'explique par la nécessité de recruter un plus grand nombre d'experts spécialisés non disponibles sur place.

Voyages

- 16A.37 Les ressources demandées (332 600 dollars) devraient permettre de couvrir les frais de voyages officiels des fonctionnaires chargés de recueillir des informations, de fournir des services d'appui dans les domaines des négociations commerciales et de la gestion de la dette et de participer à des réunions régionales et internationales au titre de ce sous-programme. La réduction de 108 600 dollars est en partie due à la rationalisation des fonctions et à l'amélioration de la coordination au secrétariat et en partie aux ajustements découlant des enseignements tirés de l'expérience en matière de dépenses.

Services contractuels

- 16A.38 Les ressources demandées (103 700 dollars), qui font apparaître une augmentation de 60 100 dollars, devraient couvrir les frais de publication de l'étude biennale des conditions économiques et sociales en Afrique; du rapport annuel sur l'état de la pauvreté en Afrique et du rapport annuel sur les femmes africaines : la femme et la prise de décisions, dont 58 100 dollars pour les frais de traduction contractuelle et d'édition et 45 600 dollars pour les frais d'imprimerie.

Subventions et contributions

- 16A.39 Le montant prévu à ce titre (1 147 200 dollars) correspond à la prorogation des subventions octroyées à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et à l'Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI), dont 942 400 dollars représentent le coût de 4 postes d'administrateur à l'IDEP (1 poste D-1, 1 poste P-4 et 2 postes P-3) et 204 800 dollars aux postes de directeur et de directeur adjoint et aux dépenses administratives de l'UNAFRI.